

# *l'Anti*capitaliste

n°336 | 12 mai 2016 — 1,20 €

l'hebdom

PA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



## Dossier

**IL Y A 80 ANS, LE FRONT POPULAIRE**

Pages 6 et 7

## ÉDITO

Londres: toujours plus d'islamophobie  
Page 2

## PREMIER PLAN

Syrie: Assad veut écraser toute résistance populaire démocratique  
Page 2



## ACTU SOCIALE

SNCF: préparer la reconductible dès le 18 mai!  
Page 8

## LIBRE EXPRESSION

Hommage à Siné  
Page 12



édito

Par MIMOSA EFFE

## Londres : toujours plus d'islamophobie

Vendredi 6 mai, le candidat travailliste Sadiq Khan a été élu maire de Londres avec plus de 57% des voix : il est donc devenu le premier maire musulman d'une grande ville européenne. La déferlante médiatique à ce sujet laisse perplexe. Le programme du candidat n'a rien de révolutionnaire, faisant partie de l'aile droite du Parti travailliste : certes il promet la création de logements à loyers modérés et le gel des prix des transports en commun, mais ses promesses sont aussi pour le monde de la finance, et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre sa position sur le référendum du 23 juin («In», le maintien dans l'Union européenne). La campagne a été entachée d'une islamophobie virulente, Khan étant accusé tour à tour d'accointances avec Daesh ou d'antisémitisme par son adversaire conservateur, fils de milliardaire, Zac Goldsmith. Mais c'est le caractère de classe qui a été retenu, Khan étant le fils d'un chauffeur d'autobus... sans pour autant qu'il défende les intérêts de ceux d'en bas. Au lendemain de son élection, les médias notamment français s'en sont donné à cœur joie pour analyser comment il était possible pour un musulman de devenir maire d'une grande ville européenne, montrant comme l'islamophobie pouvait s'inviter dans les débats sans que cela ne choque personne...

Finkelkraut a même osé déclarer que «cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer»... Ce qui nous laisse un goût amer, c'est cette islamophobie omniprésente dans les médias, omniprésente dans la société. Ce qui nous laisse un goût amer, c'est cet état d'urgence qui permet d'opprimer encore un peu plus les musulmans, de réprimer un peu plus dans les quartiers populaires, d'expulser avec un peu plus de violence les migrants comme ceux du lycée Jean-Jaurès dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce qui nous laisse un goût amer, c'est bien le racisme d'État et ceux qui le relayent ! C'est bien ce racisme qu'il faudra combattre, sans relâche et sans aucune illusion sur la politique que mènera le nouveau maire de Londres.

## À la Une

# Ils ne nous représentent pas, la rue doit gouverner

Avec des accents rappelant ceux de Raffarin, alors Premier ministre de Chirac, qui déclarait en 2003 lors des mobilisations contre la contre-réforme des retraites «Le Parlement doit décider, la rue doit défilé, mais ce n'est pas la rue qui gouverne», Myriam El Khomri s'en va, répétant qu'elle ne cédera pas à la rue et ne retirera pas la loi travail...

Elle se sent malgré tout obligée de rappeler qu'elle est «une femme de gauche» et d'ajouter : «la rue, j'y ai suffisamment manifesté pour en entendre et en accepter aujourd'hui l'écho»...

### Qui décide ?

Sa justification n'en est que plus explicite : El Khomri entend la rue, peut-être, mais elle la méprise encore beaucoup plus sûrement : «Bien sûr, nous aurions pu renoncer et choisir le confort de l'inertie, la popularité du silence. Réformer n'est jamais simple. Renoncer est plus confortable. Mais mieux vaut être jugée sur une audace que sur une posture.» Elle exprime tranquillement toute la morgue des gouvernants, de ceux qui décident à notre place. De leur côté, l'«audace» et la réforme ; du côté de la rue, donc du nôtre, le «confort de l'inertie» et du renoncement... Elle fait ainsi écho à la rengaine des directions d'entreprise sur les fameuses «résistances au changement» des salariés... à chaque fois que ces derniers s'opposent aux licenciements, restructurations, dégradations des conditions de travail... Derrière tout cela, il y a une seule et même idée fondamentale : les patrons, les gouvernants sauraient ce qui est bon et juste, donc ils pourraient et devraient décider, contre l'avis des premiers concernés qui eux n'en seraient pas capables, trop englués dans – au choix – les habitudes, les égoïsmes, les visions à court terme...

### Un système illégitime qui marche au pas

Au-delà de l'exigence du retrait de la loi travail, la question de qui est légitime pour décider est posée

TREMBLEZ BOURGEOIS, LE PEUPLE EST DANS LA RUE!



largement. Contre-réforme après contre-réforme, les gouvernements successifs imposent la destruction de la protection sociale, des services publics, et aujourd'hui du Code du travail, tout cela au nom du «c'est pour votre bien» et sur l'air de «faites nous confiance et ça ira mieux demain»... Pourtant, leur bilan est sans appel : ils n'ont aucune légitimité pour nous imposer de nouvelles régressions. S'y ajoute la révélation des différents scandales – Panama Papers, salaires exorbitants des grands patrons, détournement des fonds sociaux par les grands groupes capitalistes... –, le constat chaque jour plus évident des ravages du productivisme sur le climat, la biodiversité, la santé... Dans ce panorama, la répression occupe une place centrale, depuis l'état d'urgence en passant par le racisme d'État et aujourd'hui les violences policières contre les manifestants... Après le coup d'État de la troïka contre le peuple grec, tous

ces éléments concourent à mettre en évidence combien illégitimité et violence extrême de ce système marchent d'un même pas cadencé.

### Les censurer dans la rue

La question de la démocratie est au cœur de la révolte actuelle «contre la loi travail et son monde». Alors que le débat s'est ouvert mardi 3 mai à l'Assemblée nationale sur ce projet de loi, le gouvernement a décidé de passer en force, d'utiliser la méthode du coup d'État, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter la loi travail sans vote. Le divorce est aveuglant entre d'une part ces institutions et de l'autre l'immense majorité de celles et ceux qui veraient leurs conditions de vie et de travail aggravées. C'est donc peu dire qu'«ils ne nous représentent pas!» L'enjeu des prochains jours est là : il s'agit de renvoyer comme un boomerang à ce gouvernement son acharnement à passer en force, qui

use et abuse des institutions antidémocratiques et de la violence d'État. Dans la foulée de l'état d'urgence, il pensait pouvoir tout se permettre, mais ça ne passe pas, le refus est majoritaire, même si son expression reste encore à construire. Le gouvernement est aujourd'hui en mauvaise posture, le PS est dans une crise profonde. Cela offre au mouvement social une possibilité de gagner, d'enregistrer enfin une victoire!

Plus que jamais, l'épreuve de force est donc engagée : ce gouvernement n'est plus légitime ni pour la population ni chez les travailleurs ni à gauche. Sans aucune hésitation, dégageons-le et pour cela amplifions les mobilisations. Dans ce cadre, la journée du 12 mai prend une autre dimension : elle doit être une vraie journée de grève interprofessionnelle pour commencer à bloquer le pays pour censurer le gouvernement et sa loi. Dans la foulée, occupons les places pour décider ensemble des suites de la mobilisation. Le mouvement actuel ne porte pas seulement la contestation radicale du système politique actuel, en particulier avec Nuit debout, il cherche à construire lui-même ses propres réponses sociales, démocratiques, écologiques, à dessiner une autre société à partir des luttes et résistances. Alors que depuis trop longtemps, l'absence de représentation politique des exploités et des opprimés laisse le champ libre à la désespérance et aux réponses autoritaires de l'extrême droite, c'est aussi cette possibilité de «nous représenter nous-mêmes», de construire nos propres outils politiques, qui peut avancer.

Christine Poupin

## BIEN DIT

Quand on parle de «violences faites aux femmes» il ne faut pas oublier qu'en face de ces femmes, il y a des agresseurs. Ici, ces agresseurs sont des hommes puissants, qui savent user de tous les ressorts pour que les femmes ne parlent pas, dans un monde où l'on doit «se serrer les coudes entre camarades de parti» pour ne pas ternir son image et où les femmes sont priées de passer sous silence les violences patriarcales, en atténuant ou en relativisant les torts des coupables. Un monde où les victimes sont marginalisées, traitées de folles ou de personnes trop sensibles qui n'ont pas le cuir assez dur pour supporter des faits pourtant graves. Sortir du silence demande du courage, de la solidarité et le soutien de la justice.

Extrait de l'appel «CONTRE L'IMPUNITÉ, CONTRE LA LOI DU SILENCE» signé par différentes organisations féministes pour un rassemblement devant l'Assemblée nationale

## SYRIE

Une campagne internationale nommée «Alep brûle» a été lancée dans le monde entier pour soutenir la révolution syrienne et demander l'arrêt de tous les bombardements et d'envois de roquettes contre tous les civils à Alep. Une nouvelle trêve temporaire est entrée en vigueur jeudi 5 mai, trêve qui tient encore à l'heure où nous écrivons, malgré un tir de roquette par un groupe de l'opposition armée dans la nuit de dimanche, tuant 3 civils dans les régions sous contrôle du régime.

### Le régime continue sa guerre

Le dictateur Bachar el-Assad a déclaré le lendemain, dans un télégramme au président russe Vladimir Poutine où il remercie Moscou pour son soutien militaire, que l'armée syrienne n'acceptera que la «victoire finale» et «l'écrasement» des rebelles à Alep

## Assad veut écraser toute résistance populaire démocratique

Une nouvelle flambée guerrière a frappé la ville d'Alep entre le 22 avril et le 5 mai, faisant environ 300 morts, en majorité des civils dans des zones majoritairement tenues par l'opposition.

et ailleurs en Syrie. Malgré les différentes trêves, le régime Assad et ses alliés n'ont en effet pas cessé leurs offensives militaires. Et les négociations de «paix» sont au point mort. Des combats se poursuivent dans la province d'Alep ainsi que dans les gouvernorats de Deir ez-Zor (est), Damas, Homs (centre) et Deraa (sud), entre les forces du régime et différents groupes de l'opposition armée de l'Armée syrienne libre (ASL) et des groupes djihadistes non inclus dans l'accord de la trêve comme Daesh

et Jabhat al-Nosra (branche d'Al-Qaïda en Syrie). L'aviation du régime a également bombardé un camp de déplacés le jeudi 5 mai dans la province d'Idlib (nord-ouest), faisant 28 morts dont des femmes et des enfants, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

### La bataille d'Alep

La bataille d'Alep revêt une importance politique et militaire cardinale, et la reprise de la ville par les forces du régime Assad et ses alliés russes,

iraniens ou du Hezbollah, porterait un très gros coup à l'opposition, tout en renforçant les forces fondamentalistes islamiques réactionnaires. Les bombardements aériens du régime Assad n'ont pas simplement l'objectif de tuer un maximum de civils mais également d'empêcher toute alternative démocratique populaire sur le terrain. Alep représente en effet un symbole fort d'une opposition populaire démocratique, qui s'est d'abord débarrassé du régime Assad, et ensuite de Daesh et de Jabhat al-Nosra, refusant leur

# Un monde à changer

**CONTRÔLES DE LA HONTE.** Vendredi 29 avril, des salariés ont révélé que des contrôleurs étaient obligés de compter les migrants dans le bus 61 de Twisto, reliant Ouistreham à Caen. Dans une note révélée par *France Bleue Normandie*, il leur est en effet demandé de «faire deux contrôles sur la ligne 61 par équipe. La préfecture nous demande de maintenir ce niveau de présence. Si vous suspectez la mise en place de squat, merci de remonter l'information (lieu précis)». Cette note est assortie d'un tableau avec quatre colonnes distinctes : «Vers Ouistreham / Vers Caen / Nombre de migrants contrôlés / Nombre de migrants verbalisés...» «Des agents nous ont alertés», raconte Samuel Varnier, secrétaire CGT du CHS-CT de la société. Direction de la société et préfecture se renvoient la balle. La société de transport a assuré aux représentants du personnel avoir agi sur injonction de la préfecture. La préfecture a une autre version : «Des signalements venant des opérateurs de transports publics sont

spontanément remontés auprès des forces de l'ordre», explique un communiqué. Il précise toutefois : «Il a été alors suggéré de procéder à des contrôles plus réguliers sur les lignes où des infractions étaient régulièrement commises». Chaque mot est pesé puisque la préfecture n'aurait pas ordonné mais suggéré des contrôles...

Un avocat averti par la CGT s'interroge : «Est-ce que le comptage est basé sur l'apparence physique?» Et un représentant du Gisti (Groupe d'information et de soutien aux immigrés) insiste : «Comment on repère que les gens sont des migrants? Ça induit évidemment l'apparence physique. C'est du contrôle au faciès.»

Le représentant de la section CGT retraités a assisté à l'une des opérations de comptage. Cité par *Libération*, il fait à juste titre la comparaison avec une autre époque : «Quand par décret le gouvernement de l'époque a réquisitionné des bus pour procéder à ce qu'on a appelé la rafle...»

Cette bataille s'est engagée dans un contexte marqué par des années de défaites et de reculs sociaux. La fracture syndicale, initiée dès les grèves de 1995 par la rupture ouverte du front syndical par la CFDT, est une donnée importante. Avec son plan, Juppé avait attaqué de front la Sécurité sociale et l'ensemble des secteurs de la fonction publique. Il provoqua ainsi la riposte, pour des motifs différents mais convergents, des appareils nationaux de FO, des grandes fédérations CGT de la SNCF, RATP, EDF-GDF (piliers incontournables, notamment «matériels», de la confédération), de la FSU, et des personnels concernés. Le blocage de l'activité économique provoqué par l'arrêt des transports avait validé la fausse piste de la grève par procuration.

## Construire le rapport de forces, comment?

Depuis, le mouvement social est à la recherche de la bonne formule permettant de faire reculer des gouvernements qui se sont bien gardés de reproduire la même configuration. Seule la crainte d'un embrasement de la jeunesse entrant en résonance avec la mobilisation des syndicats avait fait reculer Chirac et de Villepin sur le contrat première embauche en 2006. Les grandes manifestations répétées contre les différentes attaques contre la Sécu ou les retraites n'ont ainsi pu qu'accompagner des reculs mineurs permettant tout au plus à

## MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL

# Des stratégies syndicales à discuter

Le débat à l'Assemblée nationale ouvre une dernière (?) phase dans la lutte contre la loi travail. Depuis le 9 mars, la mobilisation s'est engagée, d'abord sous la double impulsion des jeunes et de la pétition en ligne. Sous la pression de nombreuses équipes, les directions syndicales nationales ont été contraintes de structurer la mobilisation.



Choisir la bonne direction... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

la CFDT et à ses amies de justifier leur soutien aux contre-réformes. L'arrivée en 2012, d'un nouveau gouvernement de «gauche» ajoutera aux hésitations des directions syndicales et à l'attentisme des salariés. C'est ainsi que les lois sur la compétitivité, loi Macron... ont pu passer sans ripostes significatives. En 2013, la grève dans les raffineries de pétrole faillit reproduire une situation semblable, mais la répression gouvernementale, la discrétion du soutien des directions syndicales et les hésitations des syndicats mobilisés,

ont rapidement mis fin à cette possibilité de blocage ouvrant la voie à une extension des grèves.

### Contournement impossible

Le grand bond en arrière que constituerait l'adoption de la loi travail a entraîné une nouvelle fédération des volontés de riposter. Jeunes, salariés, précaires, équipes et directions syndicales se retrouvent dans une même volonté de combattre cette régression sociale. Mais l'attentisme, voire le scepticisme des salariés, les tergiversations des directions syndicales, justifiées

notamment par une réelle division, n'ont pas permis de démarrer un mouvement de grève qui donne envie aux autres salariéEs de s'y mettre. À la SNCF, la direction fédérale CGT donne aujourd'hui une nouvelle version du scénario écrit par la fédération Mines énergie en 2004. Totalement imprégnée d'une logique d'accompagnement, de préservation de «rente syndicale», notamment au travers du comité central d'entreprise (CCAS), cette direction avait réussi à faire de la séquence du printemps 2004 un anti-1995, organisant la déconnexion des échéances et des motifs de mobilisation, ce qui laissa au gouvernement la maîtrise de l'agenda des contre-réformes<sup>1</sup>. L'enjeu des journées de mobilisation inscrites au calendrier, à commencer par ce jeudi 12 mai, puis la semaine prochaine, est plus que jamais là : construire un rapport de forces qui impose au gouvernement le retrait de cette loi de régression sociale.

**Robert Pelletier**  
1 - Une lecture toujours indispensable : Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF, Adrien Thomas, L'Harmattan, 2006, 22,50 euros.



Après un raid aérien le 22 avril dernier, des Syriens évacuent le quartier rebelle d'Hayy Aqyul à Alep. DR

autoritarisme et leur vision réactionnaire. Il ne reste que quelques groupes de l'ASL dans ces quartiers. Les régions libérées d'Alep, dans lesquelles vivent encore 300 000 habitantEs, sont d'abord auto-organisées par les populations locales à travers

des conseils populaires locaux qui gèrent tous les secteurs de la société dans l'administration des écoles, la gestion des déchets, les campagnes démocratiques et les manifestations, travaux, accompagnements ou assistances psychologiques aux civils.

C'est pourquoi le régime et/ou l'aviation russe ciblent principalement les infrastructures civiles de ces régions libérées comme l'hôpital Al Quds détruit par un bombardement aérien le 27 avril, tuant au moins 55 personnes, dont l'un des derniers pédiatres d'Alep. Doté de 34 lits, cet hôpital était «le centre de référence principale pour la pédiatrie» dans cette région d'après Médecins sans frontières (MSF), qui soutient l'hôpital depuis 2012.

### Pour une Syrie démocratique et libre

Le régime veut vider de sa population les territoires libérés et empêcher toute alternative démocratique populaire, qui reste son plus grand danger, et non les forces islamiques fondamentalistes qui sont ses meilleurs ennemis... Des manifestations populaires et différentes formes de résistances continuent néanmoins dans des

régions libérées de la Syrie demandant la chute du régime. La mise en place d'une transition sans Assad et ses colistiers à la tête de l'État, pour une Syrie démocratique et libre, est une nécessité pour espérer un véritable changement. Et comme l'a déclaré le militant des droits de l'homme Mazen Darwish, récemment libéré après plusieurs années de prisons, toute transition doit permettre la justice pour toutes et tous en Syrie afin d'empêcher de rentrer dans une spirale de revanche dans une période de transition. Cela signifie que tous les responsables du régime et leurs alliés, des groupes islamiques fondamentalistes et autres, doivent être tenus responsables de leurs crimes contre des civils et autres. Solidarité avec le peuple syrien en lutte contre toutes les formes de contre-révolution qui essaient de l'écraser!

**Joseph Daher**

## Le chiffre

# 14 000

C'est, d'après une étude de l'Inserm, le nombre de décès dont le chômage est responsable chaque année. Mis en perspective avec le nombre de morts sur la route (3 464 décès), la statistique est édifiante. Le chômage est en particulier un facteur de risque supplémentaire pour les maladies cardiovasculaires, certaines maladies chroniques, ou des cancers.



## Agenda

**Vendredi 20 mai, fête du NPA 86, Poitiers.** À partir de 19h, projection, débat, concert et restauration à l'auberge de jeunesse de Poitiers.

**Samedi 21 mai, rencontres de La Brèche, Paris.** À l'est de Damas, au bout du monde. Témoignage d'un révolutionnaire syrien, présenté par ses auteurs Majd al-Dik et Nathalie Bontemps, à 17h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

**Vendredi 27 mai, réunion publique du NPA, Tarbes (65).** «Ils ont les milliards, nous sommes des millions. Prenons nos affaires en main!», avec Philippe Poutou, à 18h salle n°1 de la Ferme-Fould.

**Samedi 28 mai, fête du NPA 31, Toulouse.** À partir de 13h, projection, débat, concert, restauration et meeting avec Philippe Poutou, salle San-Subra, 2, rue San-Subra (Métro Saint-Cyprien).

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Londres a désormais un maire musulman. Un tournant historique qui symbolise le grand remplacement en cours.

Le maire de Béziers, ROBERT MENARD, sur Twitter samedi 7 mai

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



Général aux entournures, et même un peu plus... PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

## PCF Vers un congrès de crise

Le 37<sup>e</sup> Congrès du PCF se tiendra du 2 au 5 juin à Aubervilliers. Selon les modalités établies depuis plusieurs années, les militantEs ont eu à choisir ces derniers jours parmi les 5 textes soumis à la discussion celui qu'ils auront à discuter et à amender au congrès.

En effet, si le dernier comité national avait adopté à 80 % le texte préparatoire intitulé « Base commune » présenté entre autre par Pierre Laurent, il n'en n'a pas été de même dans l'ensemble du parti...

D'après les résultats du vote des militantEs, il ressort d'abord une baisse continue des effectifs. En 2013, 64 000 inscritEs et 34 000 votantEs. Aujourd'hui, 51 000 inscritEs et 29 000 votantEs. Et depuis 2011, 40 % de votantEs en moins. Ainsi, comme toutes les organisations, le PCF perd de nombreux militantEs. Ensuite, il apparaît comme un parti profondément divisé, puisque le texte défendu par Pierre Laurent n'obtient que 51,2 % à l'échelle nationale, avec une majorité absolue dans 58 départements mais minoritaire dans 34, dont le Nord-Pas-de-Calais, la Seine-Maritime, le Rhône et même Paris. Le texte issu de la direction est en particulier minoritaire dans 5 des 11 fédérations de plus de 1 000 adhérentEs. En fait, le débat porte essentiellement sur la proposition de « primaires à gauche ». Sur ce point, les positions de Laurent et de la direction ne sont pas claires : avec ou sans Hollande ? En effet, le PCF est bien opposé à la politique du gouvernement... mais il a besoin des voix du PS aux législatives pour ne pas disparaître du champ institutionnel. Du coup, il a plusieurs fois changé de positions pour finalement accepter une primaire, mais sans Hollande...

### Le PS, toujours le PS ?

Sur cette question, les 4 textes alternatifs sont clairement contre tout accord avec le PS : celui de Greg Oxley du groupe « Riposte » qui a recueilli 5,4 %, celui du stalinien Dang Tran et ses 6,86 %, comme celui de l'ancien maire-adjoint d'Aubervilliers Jean-Jacques Karman, « Unir les communistes », avec 12,87 % des suffrages, et surtout un texte signé par beaucoup d'anciens élus : « Ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen » qui a regroupé 23,68 % des voix, avec des signatures comme celle de Roland Leroy, ancien directeur de l'Humanité, Claude Mazuric, Nicole Borvo ou Patrice Cohen-Seat. Ce dernier texte appelle à la construction d'un nouveau Front de gauche « décartellisé » et prône un nouveau rassemblement... mais sans le PS.

Le PCF est en pleine crise : la majorité de ses militantEs rejette le PS et ne se reconnaît pas ou plus dans Mélenchon, mais dans le même temps, ils ont électoralement besoin du PS et savent que face à celle de Mélenchon, une candidature issue du PCF ferait un très mauvais score. Le dernier geste de la direction a donc été de signer un dernier appel des PS « frondeurs », d'EÉLV, d'Ensemble, de syndicalistes, et d'associatifs demandant un débat sur le fond du projet avant de désigner un candidat « anti-austérité » ou d'accepter un candidat « autodésigné » (voir article ci-contre). Bref, choisir entre un candidat PCF, Jean-Luc Mélenchon... ou un autre issu de la « gauche de gauche » ?

Des choix possibles avec lesquels nous avons des combats partagés mais aussi de larges désaccords qui expliquent que nous défendons une candidature anti-institutionnelle, celle de notre camarade Philippe Poutou.

Alain Krivine

Dés la mise en place de l'état d'urgence, au lendemain des attentats de novembre, le mouvement social a du faire face à une répression policière inédite et de très haut niveau...

Celle-ci a commencé le dimanche 29 novembre par l'interdiction de manifester... sur la place de la République à l'occasion de la COP21, où des centaines de manifestantEs étaient encerclés par la police, 174 mis en garde à vue, et des centaines d'autres arrêtés pour contrôle d'identité. En dépit des milliers d'arrestations, perquisitions, et assignations à résidence, et jusqu'à aujourd'hui, de multiples colères ont persisté à s'exprimer dans la rue, sur les places, élevant considérablement le niveau d'affrontement avec le pouvoir et ses forces de répression.

### Interdictions préfectorales et répression des manifestations

Incapable d'endiguer la large contestation des mesures autoritaires du dispositif mis en place par l'état d'urgence (manifestations du collectif Stop l'état d'urgence), le gouvernement s'est rapidement trouvé confronté à un nouveau problème de taille, le rejet par la jeunesse et une importante partie de la population de la loi travail.

C'est dans ce contexte, que nous vivons encore actuellement, qu'il convient d'appréhender les multiples dérapages de la police, singulièrement depuis l'émergence fin mars du mouvement Nuit debout. Interdites ou pas, les manifestations « dégénèrent » souvent en affrontements avec des forces de l'ordre chauffées



à blanc par leur hiérarchie et par le blanc-seing de l'Élysée.

### Une violence policière délibérée

« Tout est mis en place pour que les manifestations dégénèrent. (...) Les collègues n'interviennent que sur ordre » : dans un interview à l'Humanité, Alexandre Langlois, secrétaire de la CGT Police, vend la mèche. Les centaines de blessés, dont certains gravement, ne doivent donc rien au hasard, tel ce manifestant rennais à la manifestation du 26 avril énucléé par un tir de LDB (lanceur de balle, une arme létale classée en catégorie A) ou ce journaliste qui, le 1<sup>er</sup> Mai à Reuilly-Diderot, a pris en plein visage une grenade de désencerclement.

## INTERDICTIONS, VIOLENCES, RÉPRESSION

# Stratégie de tension et provocations

### La provocation du 18 mai

Annoncé abondamment par tous les médias depuis une semaine, le syndicat Alliance, majoritaire dans la police, prétend tenir un rassemblement mercredi 18 mai à midi place de la République à Paris et dans plusieurs autres villes en régions. Mal aimés du public (sauf de Renaud !), nos contestataires voudraient dénoncer la « haine anti-flics », et pour bien marquer l'objectif de leur démonstration l'affiche d'appel aux couleurs très « frontistes » affirme un martial « À nous d'être debout place de la République »...

La perspective de voir transformer le QG de Nuit debout en poulailler géant, ne serait ce qu'une heure, est une insulte à tout le mouvement contre la loi travail. Et bien entendu, toute la racaille fasciste et réactionnaire soutient cette provocation. Et avec comme un air de « déjà vu », outre un irrépressible besoin d'amour, tout ce beau monde d'exiger « la dissolution des groupes d'extrême gauche », comme l'a déclaré Alliance...

### Ne les laissons pas faire !

Le piège tendu est énorme, et nous avons peu de temps pour le déjouer. Le NPA soutient l'idée de faire du 18 mai une journée d'information et de mobilisation et contre les violences policières partout où cela sera possible. Par des rassemblements sur les places, ou devant des lieux de pouvoir, par exemple les préfectures ou les commissariats, avec des témoignages de victimes de violences, d'exposition de photos de personnes blessées, etc. Car oui, « Tout le monde déteste la police ! »

Alain Pojolat

## « APPEL DES 100 » 2017 comme unique horizon ?

En pleine mobilisation contre la loi travail, « gauche du PS », membres de l'ex-Front de gauche (PCF et Ensemble), d'EÉLV, syndicalistes et associatifs, lancent sous forme d'un appel une nouvelle initiative intitulée « 1<sup>er</sup> Mai, l'appel des 100 ». Cet appel se veut une alternative au PS... avec un seul objectif : les élections de l'année prochaine.

Ce texte se veut la base d'une alternative de gauche au PS en vue de la présidentielle et des législatives de 2017. Le but est d'aboutir à un socle programmatique commun et à des « mesures d'urgences » rompant avec la politique menée par Hollande. Ces mesures « constitueraient notre bien commun pour mener une campagne et construire des candidatures d'unité lors de ces échéances électorales ». De plus, ce texte servirait de base pour tenir des réunions dans toutes les régions dans les semaines à venir. Avec cet appel, alors que la candidature de Hollande s'affirme, c'est bien la fin de la primaire de la gauche qui est actée, mais aussi le refus de voir en Mélenchon le candidat naturel de l'alternative de gauche, ce qui scelle la mort du Front de gauche.

### Le retour aux urnes ?

Au moment même d'une forte mobilisation contre la loi travail, du développement d'un mouvement remettant en cause à la fois les finalités et les

structures du système capitaliste, dénonçant les règles antidémocratiques de la vie politique et des prises de décision, il est assez surprenant de voir un appel qui non seulement ne reprend en rien cette radicalité de contenu mais qui se moule entièrement dans le processus et l'agenda électoral.

En effet, cet appel n'a pas de contenu anticapitaliste, pourtant essentiel dans des mesures d'urgence. Dire que « Nous voulons contribuer à la transformation de notre société, par la remise en cause du productivisme et du consumérisme, par la redistribution des richesses (...), à rebours des politiques menées actuellement et sous les quinquennats précédents », et donc se contenter d'une logique redistributive et antiproduktiviste sans toucher aux rapports sociaux et de propriété est loin d'être à la hauteur de la situation actuelle.

Il y a urgence oui, mais à mettre en avant des exigences « transitoires » qui s'en prennent au cœur du système d'exploitation capitaliste, aux



Lutter et puis simplement voter ? DR

oppressions sociales qu'il structure et aussi aux institutions et aux règles antidémocratiques du système politique. Étonnant et attristant donc que la seule proposition qui font les signataires de cet « appel des 100 » à toutes celles et tous ceux qui se mobilisent ces derniers mois soit simplement le retour aux urnes...

### Quelles urgences ?

Les luttes sociales de ces derniers mois posent des éléments de résistance au système, des exigences, des revendications : elles tracent les voies d'une société guidée par la réalisation des besoins sociaux du plus grand nombre et se dotant d'outils politiques pour la réalisation de ces besoins, de débats, de choix, et de décisions pour une « démocratie réelle ». Luttes sociales et perspectives politiques (politiques, pas électorales) s'y mêlent en permanence.

Tous ces éléments de combat, de résistance se heurtent à la fois à une société de classe, brutale, déterminée à maintenir et à accroître l'exploitation, forgeant et reforgeant les institutions nationales et européennes pour qu'elles soient un lieu de pouvoir sans partage, entièrement dévouées au maintien du système, échappant de plus en plus à tout contrôle démocratique et populaire. À différents niveaux, l'expérience grecque, le rejet des migrantEs, les Panama papers ou le Tafta, ont mis en lumière ces derniers mois beaucoup d'éléments du fonctionnement réel de cette société.

C'est de débattre de toutes ces questions qu'il y a urgence, pas de « se fondre » dans la realpolitik électorale en étant prisonnier du calendrier institutionnel...

Sandra Demarcq

# ALLEMAGNE L'extrême droite menace

Mais des antifascistes, « 800 à 900 » selon la police, avaient décidé de bloquer les entrées et s'étaient donné les moyens d'y parvenir. La police a interpellé plus de 500 d'entre eux, mais un certain nombre de participantEs au congrès du parti AfD ont néanmoins été obligés de rejoindre le lieu du congrès en escaladant divers obstacles...

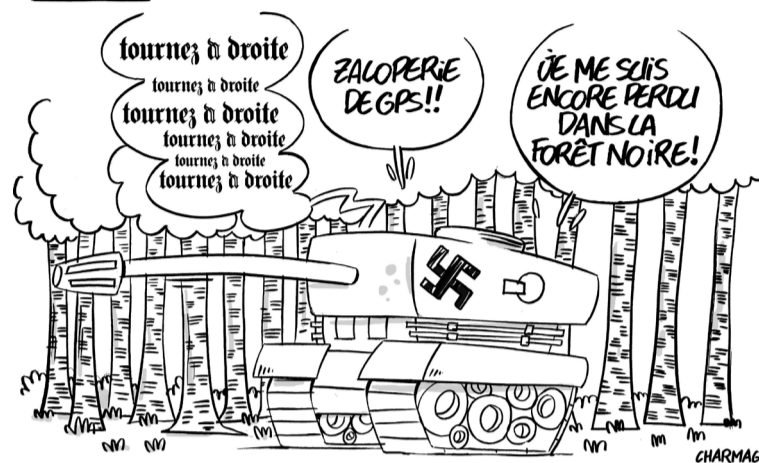
## Changement de logiciel?

Ce congrès était le premier depuis celui, surchauffé, d'Essen les 4 et 5 juillet 2015. À l'époque, l'événement marquant avait été la scission du parti fondé un peu plus de deux ans plus tôt. La direction originelle, rassemblée autour de Bernd Lucke, professeur d'université en matière d'économie à Hambourg, fut alors poussée à démissionner. Une direction qui était majoritairement composée d'« experts » en économie ou d'industriels tels que Hans-Olaf Henkel, ancien président du groupement patronal BDI, des ultralibéraux sur le plan économique mais opposés à la construction européenne sous sa forme actuelle.

Mais au cours de l'année 2014, le rejet de l'immigration est devenue le second grand sujet du parti AfD. Et l'ultralibéralisme a été contesté par des courants qui cherchent plutôt à construire un parti d'extrême droite doté d'une base populaire, en utilisant un discours « social » un peu à l'instar du FN français. L'ancienne direction, jugée trop « élitiste », a donc été chassée en juillet 2015 à Essen, où Bernd Lucke a été battu à plate couture par sa rivale et actuelle présidente du parti, Frauke Petry, par 60% des voix contre 37%. Lucke a immédiatement quitté le parti et

Les militants d'extrême droite ont du être sportifs pour se rendre au Palais des congrès situé dans la zone aéroportuaire de Stuttgart, la riche capitale du Sud-Ouest du pays. Le parti allemand d'extrême droite AfD (abréviation des termes « Alternatives pour l'Allemagne ») y tenait son congrès les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai...

## ALLEMAGNE: LE RETOUR DES NATIONALISTES



en a fondé un autre deux semaines plus tard, ALFA (« Alliance pour le progrès et le réveil »). ALFA ne joue actuellement presque aucun rôle, sauf que cinq des sept députéEs AfD élus au Parlement européen en 2014 lui appartiennent aujourd'hui. Ils siègent à Strasbourg dans un groupe au côté des conservateurs britanniques. Ce groupe a exclu les deux députéEs restés fidèle au parti AfD. L'une, Beatrix von Storch, proche des milieux chrétiens intégristes, est allée siéger avec le parti souverainiste britannique UKIP de Nigel Farage. Le second, Marcus Pretzell, qui se trouve aussi être le compagnon de la chef du parti, Frauke Petry, vient d'annoncer la question en annonçant qu'il allait siéger dans le même groupe que le FN français et

le FPÖ autrichien. L'extrême droite européenne, dont les partis français et autrichien constituent des pôles forts, s'unifie ainsi davantage.

## Reste l'offensive antisociale et ultra-réactionnaire

Il n'en reste pas moins que AfD demeure attaché au libéralisme économique, bien davantage que le FN français, en tout cas dans le discours public de ce dernier. Le congrès de Stuttgart a adopté un « programme fondamental » (le parti n'en possédait pas jusque-là) de 74 pages, dont le projet avait été présenté en février dernier. La première esquisse avait fait l'objet de débats et de polémiques, en raison du tollé public suscité par certaines des revendications : la privatisation de l'assurance chômage et de

l'assurance accidents, la restriction du droit de divorcer, l'augmentation d'un âge de la retraite déjà en voie d'allongement vers les 67 ans, le quasi-démantèlement de l'audiovisuel public... Le texte proposé a été « déradicalisé » sur certains points, surtout sur les mesures antisociales. En matière d'assurances contre le chômage et contre les accidents (de travail), le programme ne préconise plus leur privatisation... mais seulement à réfléchir à une « refonte radicale de leur mode de financement »...

1400 pages d'amendements et trois projets globaux alternatifs avaient été présentés, projets émanant plutôt de courants encore plus ouvertement d'extrême droite. Mais le temps manquait pour en débattre vraiment à Stuttgart, le congrès s'en est donc tenu aux fondamentaux en matière programmatique, écartant surtout tout débat sur la ligne économique. Le nouveau programme a néanmoins réveillé l'attention des médias par certains points bien « radicaux », dont l'interdiction totale de la construction de mosquées en Allemagne. Et un passage du texte, ajouté sur initiative de la branche jeunesse (bien extrême...), demande d'abolir toute « union politique » européenne et de ne conserver l'Union européenne que si elle se borne à être uniquement une « union économique ».

Bertold du Ryon

# TURQUIE Le coup de palais d'Erdogan

Alors que le CHP de centre gauche se lie à l'extrême droite et à l'AKP pour la levée de l'immunité parlementaire des députés du HDP pro-kurde, que le journaliste oppositionnel Can Dündar subit une tentative d'assassinat devant le palais de justice où il a été le jour même condamné à plus de cinq ans de prison pour divulgation de secret d'État, et que Daesh frappe régulièrement la frontière turque depuis plusieurs semaines causant la mort d'un total une vingtaine de personnes, l'AKP est secoué par une crise interne sans précédent...

La rupture Erdogan-Davutoglu est désormais consommée. À la suite de la confrérie Gülen, de l'ancien président de la République Abdullah Gül et des principales figures de l'état-major initial de l'AKP, c'est maintenant au tour du Premier ministre Ahmet Davutoglu d'être mis à l'écart par la seule volonté d'Erdogan.

## Désaccords multiples

Au fil des derniers mois, les divergences entre les deux hommes étaient devenues de plus en plus perceptibles. Dans la plupart des cas, celles-ci n'étaient pas d'ordre majeur, mais déjà suffisamment importantes pour pouvoir être acceptées par Erdogan dans sa quête de consolider sa position de chef unique, depuis son accession à la présidence de la République en août 2014. C'est aussi à cette période qu'il avait nommé Davutoglu comme son successeur à la présidence de l'AKP et donc comme chef du gouvernement. Ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014 et initiateur de la politique extérieure visant à faire de la Turquie le pôle hégémonique du Moyen-Orient, le professeur Davutoglu fut aussi le principal responsable de l'interventionnisme militaire en Syrie. Les divergences portaient plus sur le style de gouvernance que sur les objectifs à atteindre. Déjà, lors de la révolte de Gezi, Davutoglu s'était montré moins ambitieux qu'Erdogan à réprimer sauvagement les manifestations. À la suite de la révélation des affaires de corruption fin 2013, il s'était prononcé pour que les ministres tenus pour responsables soient traduits devant la Cour suprême. Davutoglu avait aussi tenté de former à sa guise des listes de candidatures pour les élections législatives du 7 juin et du 1<sup>er</sup> novembre 2015, essayant de contrecarrer les interventions d'Erdogan. Plus récemment, il s'était prononcé contre la mise en détention provisoire des journalistes ayant révélé le soutien militaire de l'État aux djihadistes en Syrie et des universitaires signataires de la pétition contre les opérations militaires dans le Kurdistan de Turquie, alors qu'Erdogan déclarait de façon grotesque que ces derniers, « s'ils étaient coupables, devaient être mis en détention lors du procès »... De même, il y a quelques semaines, le Premier ministre avait affirmé que si le PKK revenait à sa position de mai 2013, c'est-à-dire du début du processus de paix, « alors tout pourrait être discuté », opinion qui a été de suite contestée par Erdogan qui a déclaré qu'« il n'y avait rien à négocier »...

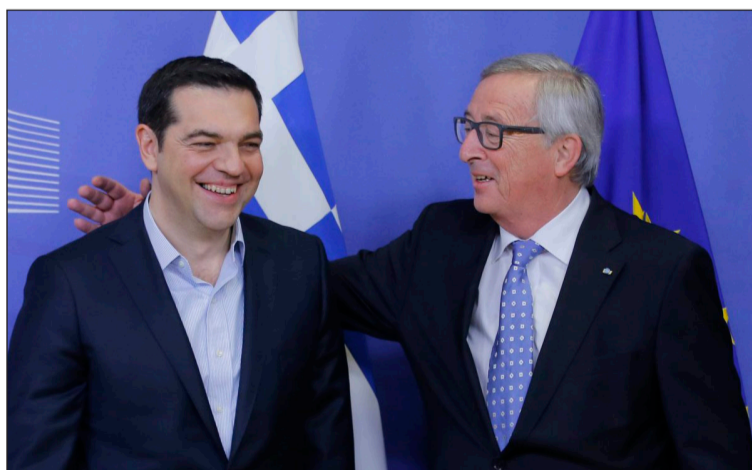
## La disgrâce

Au final, le fait que Davutoglu, surtout à travers les « sales » négociations avec Merkel concernant les migrantEs, soit louangé par l'opinion publique internationale comme homme politique responsable et conséquent face à la folie des grandeurs du chef d'État turc a marqué une étape décisive dans la rupture. Comme signe avant-coureur de sa mise à l'écart, Davutoglu s'est vu retirer le pouvoir de nommer les responsables régionaux de l'AKP par le comité exécutif de son parti. À la suite d'une réunion privée avec Erdogan la semaine dernière, il a déclaré ne pas se présenter au congrès extraordinaire de l'AKP qui devrait se tenir prochainement, ce qui signifie la fin de son mandat. Ahmet Davutoglu avait accepté d'être « le deuxième homme » mais aspirait tout de même à être plus qu'une marionnette et à avoir son mot à dire. Il en paye aujourd'hui le prix. Un prix qu'il a toutefois mérité en contribuant largement à l'escalade militaire en Syrie et au Kurdistan, à la polarisation culturelle-confessionnelle de la société, et en pavant de sa loyauté envers le « Rais » (le « Duce »...) le chemin qui conduit à l'enfer autocratique-islamique erdoganien. D'Istanbul, Uraz Aydin

# GRÈCE Austérité sauce Syriza

La semaine passée, le journal Handelsblatt publiait une info confirmant ce qu'on sait de l'aide à « nos amis grecs », selon l'expression tartufienne en vigueur à la troïka : sur les 220 milliards « accordés », seuls 9,7 milliards sont allés dans le budget grec, le gros des sommes restantes servant à payer les intérêts, la recapitalisation des banques...

La publication de ces chiffres précis aurait pu être un levier pour un refus massif des nouvelles mesures qui ont été adoptées ce dimanche, avec un gouvernement Syriza-Anel prouvant – si besoin était – son respect de la logique libérale au détriment de la population. Car, contrairement à ce qu'indiquent des journaux français, ce ne seront pas les plus riches qui seront touchés : les milieux populaires seront encore plus pauvres. Pour obtenir un nouveau versement de l'aide, il s'agissait de parvenir à « économiser » 5,4 milliards d'euros, comme exigé par la troïka. Et cela sur trois secteurs... D'abord les retraites, les pensions déjà fort diminuées (plus de 50% en 5 ans) baissant encore. Puis les impôts directs : le taux non imposable passe de revenus de 9 500 à 8 700 euros annuels, et la tranche des revenus 10 000 à 28 000 euros annuels voit ses impôts augmenter (+ 200 euros pour les revenus autour de 10 000 euros !), celle allant jusqu'à 41 000 baissant, pour remonter pour les tranches suivantes. Enfin les impôts indirects



Des félicitations pour bons et loyaux services? DR

vont frapper eux aussi : hausse de la TVA de 23 à 24%, taxes diverses sur la télévision et internet, l'énergie, cigarettes et alcools.

## L'art et la manière...

Et non content d'imposer de telles mesures comparables en tout point à celles du Pasok et de la droite, le gouvernement a ajouté la manière : profiter du week-end du 8 mai, avec report à cette date des manifs du 1<sup>er</sup> Mai qui tombait cette année le jour de Pâques. Double objectif :

éviter une grosse mobilisation en semaine, et faire adopter ces mesures pour montrer dès ce lundi 9 mai à Bruxelles à quel point il respecte les règles du jeu ! Avec en prime des pressions tactiques : parier sur le « gentil » Juncker qui explique que Tsipras fait bien le travail auquel il s'est engagé l'été dernier en trahissant le Non du référendum grec, contre les « méchants » FMI et Schauble. Comme si tous n'étaient pas d'accord sur le fond : quand Juncker dit qu'on va

pouvoir parler de la question de la dette, c'est non pas pour la réduire... mais pour envisager l'étalement de son remboursement !

Alors, bien sûr, il y a eu des mobilisations, mais celles-ci étaient rendues difficiles par la soudaineté du vote de ces mesures, mais surtout à cause du découragement qui pèse sur le mouvement de résistance, avec des engagements électoraux balayés par Tsipras.

Mais l'un des facteurs qui bloque de possibles grosses mobilisations, c'est l'absence d'unité dans la rue : pour couvrir les différents cortèges du 1<sup>er</sup> Mai (le 8 mai donc !), il fallait de bonnes jambes, entre le gros cortège du PC (KKE / PAME), celui de GSEE et quelques secteurs du privé, celui d'Unité populaire, battu en nombre par celui des maoïstes (KKEML et MLKKE!), ou celui d'une partie d'Antarsya, l'autre partie vaillant – avec succès – avec les syndicats de base dans le centre d'Athènes à la non-ouverture des magasins le dimanche...

Alors, oui, il y avait des milliers de travailleurEs, de jeunes, de retraitéEs ces 3 jours à Athènes, la grève de 48 heures s'est faite sentir dans quelques secteurs, mais ce qui doit être recherché plus que jamais, c'est un élan unitaire qui seul permettra de mobiliser massivement, pour des victoires indispensables.

D'Athènes, A. Sartzekis

## AUX ORIGINES

### Le 6 février 1934

Quelques mois après la victoire nazie en Allemagne, les ligues fascistes appellent à marcher sur l'Assemblée nationale contre le limogeage de leur ami politique, le préfet Chiappe.

Le PCF défend alors une orientation simple: socialistes = fascistes. *L'Humanité* n'hésite pas à dénoncer l'« Union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le parti radical et le parti socialiste! »... Il appelle aussi à manifester.

En tout cas, la nuit du 6 sera ponctuée d'émeutes: 20 morts, des centaines de blessés. Tout cela précipite

la crise politique et la marche à un État fort dirigé par G. Doumergue, qui gouverne par décrets-lois.

### Le Front unique ouvrier s'impose

En bas, parmi les militants, c'est l'effervescence. Dès le 9 février, le PCF, qui cherche à faire oublier ses turpitudes, appelle à manifester contre les ligues. Des milliers de socialistes se joignent à la manifestation.

Parallèlement, la direction de la CGT (alors sous direction socialiste) appelle à une grève pour le 12 février, soutenue par ses partenaires traditionnels (PS-SFIO, etc.). Ceux qui demandent au PCF et à la CGTU (sous contrôle du PCF) de se joindre au mouvement (Marceau Pivert, etc.) sont éconduits.

Mais la pression d'en bas pour l'unité est telle que les dirigeants du PCF et de la CGTU sont obligés d'appeler de leur côté à la grève du 12, qui sera donc massive.

À Paris, deux manifestations se font face, celle de la CGT et celle de la CGTU. Aux cris de « *Unité! Unité!* », les travailleurs imposent la fusion de ces cortèges.

### Tournant du PCF

La politique du « *classe contre classe* » imposée au PCF par le Kremlin avait plongé le parti dans une crise profonde, comme en témoigne la baisse des effectifs. Après le 12 février, Moscou constate la nécessité d'un tournant, nécessité renforcée par la victoire nazie toute proche. La direction du PCF multiplie les gestes en direction du PS. Dans la foulée, diverses initiatives unitaires ont lieu, en général couronnées de succès. En mai 1935, le pacte Laval-Staline aboutit au ralliement du PCF à la « *défense nationale* ». Il adopte alors l'orientation cocardière, chauvine, qui le caractérisera jusqu'à la fin du 20<sup>e</sup> siècle.

### Le pacte d'unité d'action PCF-PS (SFIO)

PCF et PS signent en juillet 1934 un « *pacte d'unité d'action* » centré sur la lutte contre les ligues fascistes. L'extrême modération de son contenu ne peut que frapper: pas une revendication anticapitaliste! Et surtout la question du pouvoir, du gouvernement, est soigneusement éludée.

C'est en fait tourner le dos à ce qui s'est exprimé le 12 février: pour les masses, le débouché naturel de l'unité réalisée, c'était un gouvernement de leurs organisations, un

gouvernement « *ouvrier-paysan* » comme on disait alors...

En octobre, Trotski, alors exilé en France, pointe les limites de ce pacte: « *Le but du front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. (...) Par quels moyens? Par tous ceux qui mènent pas à la lutte parlementaire* »<sup>1</sup>.

Et il se prononce pour « *un programme de révolution* », formule les principales tâches d'un nouveau pouvoir, notamment l'organisation de milices antifascistes et leur armement, ce que le PCF et la SFIO refusaient évidemment d'envisager<sup>2</sup>...

### Vers le « Front populaire »

Dès octobre 1934, la direction du PCF envisage « *d'élargir* » le front unique aux radicaux à l'occasion des cantonales. À cette époque, le dit Parti radical participait encore au gouvernement bonapartiste...

En juin 1935, le rassemblement populaire, centré sur l'alliance PCF-SFIO-radicaux est constitué. Comme le remarque le trotskiste Naville: « *On est ainsi passé du front unique socialiste, à une coalition bourgeoise socialiste* »<sup>3</sup>, à la négation même du front unique... Le front publiera bientôt son programme. « *En partie d'utopiques illusions petites-bourgeoises, en partie des mesures qui serviront parfaitement bien la bourgeoisie. (...) Rien qui ne serve réellement les intérêts du prolétariat* », selon les trotskistes d'alors...

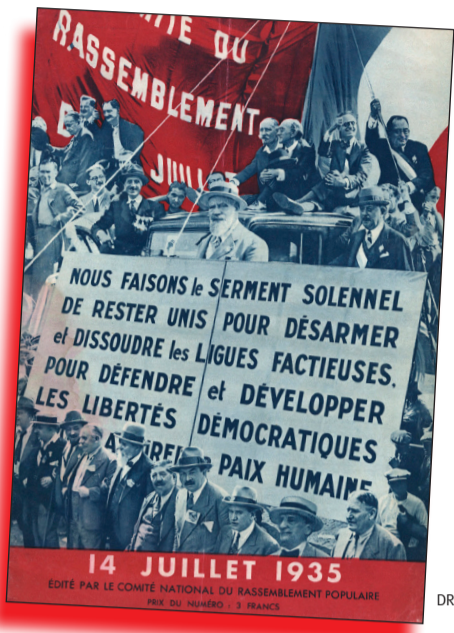
Puis viennent les élections (avril-mai 1936). PCF et SFIO progressent, les autres reculent (radicaux compris). En clair, les travailleurs ont voté pour leurs partis, PCF et SFIO, contre les diverses représentations des capitalistes, radicaux compris. S'exprime ainsi l'opposition entre front unique et Front populaire. Il n'empêche que le gouvernement Blum sera constitué aux conditions des radicaux. Ultérieurement, Daniel Guérin, alors socialiste, reconnaîtra avoir été « *prisonnier des radicaux-socialistes* »... En tout cas, c'est à ce gouvernement bourgeois que reviendra la tâche de faire refluer la vague gréviste de juin 1936, au prix de concessions somme toutes limitées.

### Pascal Morsu

1 – Trotski, *Où va la France?*

2 – Voir sur Internet le programme d'action de la Ligue communiste.

3 – Pierre Naville, *l'Entre-Deux-Guerres*.



## Brève chronologie

### 1934

6 FÉVRIER: manifestation d'extrême droite contre l'Assemblée nationale

9 FÉVRIER: manifestation de la CGTU

12 FÉVRIER: manifestation unitaire antifasciste

SEPTEMBRE: pacte d'unité d'action PS-PCF

### 1935

JUIN: le Parti radical intègre le Front populaire

14 JUILLET: manifestation unitaire et serment

SEPTEMBRE: la réunification syndicale est décidée

### 1936

11 FÉVRIER: publication du programme du rassemblement populaire

27 AVRIL ET 3 MAI: élections législatives

11 MAI: premières grèves

24 MAI: manifestation à la mémoire des morts de la commune

26 MAI: les grèves se généralisent

8 JUIN: accords Matignon

10 ET 11 JUIN: lois sur les 40 heures, les congés payés et les conventions collectives

11 JUIN: discours de Thorez « *Il faut savoir arrêter une grève* »...

18 JUILLET: coup d'État militaire de Franco

AOÛT: premier grand procès de Moscou

### 1937

13 FÉVRIER: le début de « *la pause* »

16 MARS: fusillade de Clichy

### 1938

MARS: second gouvernement Blum

AVRIL: grèves des métallos

AVRIL: démission de Blum

## IL Y A 80 ANS



## LA GRÈVE GÉNÉRALE DE M

*La classe ouvrière qui s'engage dans ces grèves a renforcé son organisation de manière spectaculaire dans les deux années précédentes...*

Cette évolution s'est produite dans le cadre d'une vague d'industrialisation majeure produisant une augmentation rapide<sup>1</sup> du nombre d'ouvriers et leur concentration dans de grandes usines<sup>2</sup>. La crise économique de 1929 provoque un effondrement de la production, une explosion du chômage. Mussolini au pouvoir depuis 1922, Hitler en 1933, partout prospèrent sur la crise des organisations fascistes, nationalistes, racistes. En France, l'extrême droite est forte de 100 000 à 150 000 militants dont une partie militarisée. Cette menace fasciste va réveiller la classe ouvrière et changer la situation politique: dès 1934, des ripostes unies se succèdent, en Autriche, en Espagne, en France. Des initiatives unitaires à la base se multiplient, des comités antifascistes se créent.

### Un rassemblement mais quel programme?

Courant juin 1935 se met en place le Rassemblement populaire qui regroupe 99 organisations, politiques, syndicales, associatives, laïques, franc-maçonnnes.... En

dehors de généralités sur les libertés, le fascisme et la guerre, son programme ne prévoit que très peu de mesures concrètes: la dissolution des ligues fascistes, la réduction non chiffrée de la durée du travail, la nationalisation des seules industries d'armement. Les participants aux mobilisations sont beaucoup plus à gauche que ce programme qui servira de base au gouvernement de Front populaire. Dans un premier temps, la magie de l'unité opère, car à la base, dans les entreprises, dans la rue et dans les comités unitaires, ce sont d'abord les militants du PC et du PS qui se retrouvent, parfois sous l'impulsion d'une petite extrême gauche, davantage que les notables radicaux qui parquent au sommet. 500 000 manifestants sont dans la rue le 14 juillet 1935. En mars 1936, c'est la réunification syndicale, précédée par de nombreuses instances de base. La CGT fusionnée regroupe 800 000 adhérents: de mars à mai 1936, 250 000 travailleurs vont la rejoindre. Dans les mois qui suivent, la syndicalisation sera fulgurante: en 1937, il y aura

4 millions de syndiqués dans la CGT. Le 1<sup>er</sup> Mai, il y a 250 000 grévistes à Paris. Renault est en grève pour la première fois depuis vingt ans.

### 3,5 millions de grévistes

Le Front populaire remporte de peu les élections, et le PCF soutient sans restriction le gouvernement sans y participer. Mais au-delà du programme de la coalition électorale, il y a une immense espérance, une volonté d'action politique de ceux d'en bas.

En mai et juin 1936 déferle une vague de grèves dans la quasi-totalité des secteurs agricole, industriel et commercial du privé: 3,5 millions de grévistes sans aucune consigne centrale qui ne l'ait précédé ni même accompagné. Dès les premières grèves au Havre et à Toulouse le 11 mai 1936, celles-ci sont totales et les grévistes occupent les locaux. À partir du 26 mai, elles se généralisent dans la métallurgie de la région parisienne. Les trois quarts des entreprises en grève sont occupés, sous la responsabilité d'un comité de grève qui organise la sécurité, le ravitaillement, l'entretien dans un ordre exemplaire. Ces occupations sont une mesure de protection face aux risques de lock-out patronal ou d'attaques



fascistes. C'est aussi la prise en gage du matériel de l'usine, la revanche sur des années d'humiliation, l'entrée dans une illégalité joyeuse, trop massive pour pouvoir être réprimée. Les syndicats acceptent les négociations entreprise par entreprise, avec des augmentations de salaire importantes. Mais la grève repart, ailleurs, parfois même dans des usines ayant repris le travail. Elles se multiplient dans

# Le Front populaire

Le Groupe Mars au mur des Fédérés en juin 1936. DR

## MAI-JUIN 1936



Manifestation dans la cour intérieure des usines Renault Billancourt le 28 mai 1936. DR

toutes les professions, comme les grands magasins parisiens et en province : l'économie est paralysée.

### Les acquis de la grève

Pour le gouvernement Blum, les élections n'ont pas donné le pouvoir de réaliser le socialisme, mais le seul programme du Front populaire. Il prend l'initiative d'une négociation qui aboutit aux accords Matignon du 8 juin.

Ils prévoient la mise en place de conventions collectives, une augmentation de salaires de 7 à 15 %, l'élection de délégués du personnel, et les lois sur les 40 heures et les deux semaines de congés payés (des revendications absentes du programme de Front populaire...).

Mais les grèves continuent : un conflit avec le gouvernement est possible. Le dirigeant du PCF, Maurice Thorez, prononce alors

le 11 juin le célèbre discours : « *Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. (...) Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible maintenant. (...) Il ne faut pas compromettre l'œuvre gouvernementale.* » Comme des grèves continuent, 10 jours plus tard, la CGT lance un appel solennel à « *ne déclarer la grève que lorsqu'ils se heurtent à un refus de discuter ou à l'intransigeance patronale.* »

Les grèves cesseront fin juin. Vingt-quatre lois seront adoptées durant l'été, avec quelques avancées complémentaires comme l'obligation scolaire à 14 ans, la création de l'Office du blé, la nationalisation des industries d'armement et aussi des chemins de fer. Mais les acquis essentiels sont ceux qu'a produit la grève générale, pas l'application du programme du Front populaire.

### Patrick Le Moal

1 – 34 % de la population active, laissant encore 32 % à l'agriculture.  
2 – 41,5 % des salariés nouveaux sont recrutés dans des établissements de plus de 500 personnes, avec un développement rapide de la taylorisation.

## DE LA TRAHISON À LA RÉPRESSION : L'EXPÉRIENCE GOUVERNEMENTALE

### L'impossible compromis

Soucieux de trouver un impossible compromis entre le mouvement populaire et la bourgeoisie, le gouvernement Blum était bien décidé à ne pas s'attaquer au grand défi du printemps 1936, autrement dit au départ massif des capitaux à l'étranger. Estimant que de simples exhortations au patriotisme et une politique de fermeté envers les grèves suffiraient à convaincre les capitalistes français de faire rentrer leur or, le gouvernement Blum fut incapable d'enrayer l'évasion des capitaux. En octobre 1936, l'effondrement des réserves était toutefois tel que Blum dut s'engager dans une politique de dévaluation massive, provoquant une inflation désastreuse qui anéantit en quelques mois le bénéfice des augmentations arrachées en juin 1936.

Cette expérience ne modifia toutefois pas la ligne du gouvernement Blum qui s'attachait à rassurer la bourgeoisie. Le programme de nationalisations resta ainsi limité aux chemins de fer et aux grandes usines d'armement et se fit avec une indemnisation généreuse des actionnaires. Marcel Bloch (connu plus tard sous le nom de Marcel Dassault...) put même conserver la direction de son entreprise d'avions de guerre que le gouvernement avait nationalisée ! Il put aussi profiter de ses indemnités d'expropriation pour investir dans des bureaux d'études... qui vendirent à prix d'or leurs licences à l'entreprise nationalisée dont il était resté le principal gérant. Pour le reste, le gouvernement de Front populaire s'en tint à de très modestes réformes

sociales, dont la plus importante fut la loi du 29 juillet 1936 qui établissait la retraite à 65 ans pour les mineurs. L'essoufflement du mouvement populaire permit rapidement à Blum d'en finir avec toute volonté de réforme : en février 1937, il annonçait « *une pause* » qui donna le signe d'une véritable politique de régression sociale.

### Une politique de désarmement du mouvement ouvrier

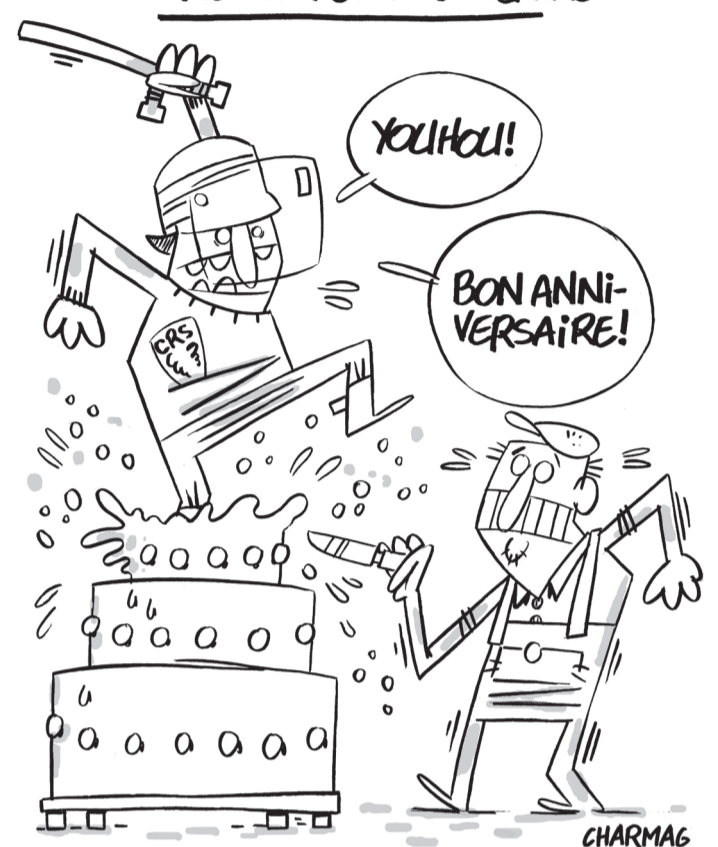
Afin de donner des gages à la bourgeoisie, le Front populaire s'engagea en effet très vite dans une politique de désarmement du mouvement ouvrier. Après avoir dès septembre 1936 menacé d'en appeler à la force contre les occupations d'usines, Blum passa aux actes le 7 octobre 1936 lorsqu'il envoya la police évacuer la chocolaterie des Gourmets, occupée par ses ouvriers en grève. Comme le proclamait Campinchi, président du groupe parlementaire des radicaux, le Front populaire voulait « *ne pas faire du patronat un ennemi.* »

Il pouvait pour cela compter sur le PCF qui, aiguillonné par Staline, s'engageait alors dans une politique de collaboration de classe. Le 27 juin 1936, Duclos écrivait dans *l'Humanité* que « *les radicaux ont raison quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale... Les radicaux ont raison quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée.* » Le 6 août, Thorez proclamait : « *il ne convient pas de nous aliéner à tout jamais les catholiques et les Croix de feu... Faisons le Front français.* »

### Non-intervention et répression coloniale

Une telle politique impliquait le refus de toute intervention en Espagne afin de ne pas heurter la bourgeoisie française. Au

### 80 ANS DU FRONT POPULAIRE



lendemain du coup d'État de Franco du 18 juillet 1936, Blum refusa son appui au gouvernement espagnol et fit fermer la frontière, afin de ne pas être accusé de laisser passer des armes pour les républicains.

La politique coloniale du gouvernement Blum s'inscrivit dans cette orientation générale. Si dans un premier temps, Blum avait souhaité apporter quelques modestes réformes, prévoyant par exemple d'accorder à 20 000 musulmans algériens la citoyenneté française, il renonça bien vite à toute velléité de transformation pour s'engager dans une politique de répression qui l'amena à dissoudre l'Étoile nord-africaine de Messali Hadjen en janvier

1937. Là encore, le gouvernement Blum reçut le soutien de Thorez qui légitima le tournant colonial du Parti communiste en expliquant que « *le droit au divorce ne veut pas dire l'obligation de divorcer.* »

### La fin du Front populaire et la liquidation du mouvement ouvrier

Le soutien populaire dont bénéficiait le gouvernement Blum commença ainsi à s'éroder. Le 5 mars 1937, le ministre socialiste de l'Intérieur Marx Dormoy fit tirer sur une manifestation que les militants du Front populaire de Clichy avaient organisée pour riposter à une réunion organisée par le Parti social français De la Rocque. Les dirigeants de la Jeunesse socialiste, qui avaient protesté contre ce massacre qui avait coûté la vie à 5 militants, furent exclus et leur organisation dissoute...

Désormais privé du souffle populaire qu'il s'était attaché à étouffer, le gouvernement Blum fit l'amère expérience de l'ingratitude de la bourgeoisie, qui n'ayant plus besoin de lui, décida de le congédier. En juin 1937, les sénateurs radicaux firent tomber Blum, lui substituant le radical Chautemps qui gèra les affaires courantes pendant un an, avant que le parti radical n'opte pour une nouvelle alliance avec la droite. En avril 1938, le radical Daladier constituait un gouvernement de combat décidé à revenir sur les accords Matignon, en particulier sur « *la semaine des deux dimanche* », afin d'en finir avec les 40 heures que la bourgeoisie française n'avait jamais acceptées.

En novembre 1938, une série de décrets mit fin aux principaux acquis du Front populaire, portant en particulier sur la durée légale du travail à 48 heures par semaine. La riposte du monde du travail se traduisit par un échec cinglant qui permit au patronat et à l'État de licencier les principaux militants ouvrier.

Le mouvement populaire se trouvait désormais désarmé au moment où le fascisme était en train de s'abattre...

Laurent Ripart

Au lendemain de l'échec des grèves contre les décrets Daladier, Trotski écrivait :

« **Q**uand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché. Les ouvriers ne reconnaissent pas l'ennemi, car il était déguisé en ami... C'est ainsi que la révolution qui commençait a été freinée, interrompue, démoralisée. Les deux années qui se sont écoulées depuis lors ont découvert peu à peu l'impuissance, la fausseté et le vide du Front populaire. Ce qui était apparu aux masses travailleuses comme un gouvernement "populaire" s'est révélé un simple masque provisoire de la bourgeoisie impérialiste. »

L'heure de la décision approche  
(18 décembre 1938)

## SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT-E-S

# Point de suspension!

Samedi dernier, la ville de Paris organisait une «Fête de l'Europe» sur le thème du «Vivre ensemble», avec un débat intitulé «Europe – réfugiés: un test de solidarité?» en présence de représentantEs des institutions européennes. Vivre ensemble, avec les réfugiés comme test et la solidarité en question, il fallait oser!

Sur proposition de la commission Europe de Nuit debout, avec la CSP75 (Collectifs de sans-papiers), la CISP (Coordination internationale sans-papiers et migrants), plus de 200 personnes sont venues fêter la solidarité avec les réfugiés et les sans-papiers, en investissant sous le nez des flics la salle du débat, en chantant des slogans, en organisant des prises de parole au mégaphone. Jusqu'à ce que (seule) la députée italienne prévue à la tribune vienne nous proposer de discuter ensemble...

## Un débat contradictoire?

C'était sous-estimer le fait que le débat proposé avait déjà eu ses tests pratiques. Depuis des semaines, la majorité des participantEs ont vécu les conséquences de la fermeture des frontières de l'Europe et de la politique de la mairie de Paris. Ils et elles ont subi les gaz lacrymos et les matraques pour empêcher les flics de chasser les migrantEs à la rue. Ils et elles ont plié les grilles qui s'érigent dans nos quartiers pour empêcher les migrantEs d'établir des campements. Et trois jours avant ce débat, ils et elles avaient essayé d'empêcher l'expulsion des migrantEs qui avaient trouvé refuge dans le lycée Jean-Jaurès, inoccupé depuis des années dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La majorité des participantEs y avait déjà testé la capacité de discussion avec les autorités: à l'intérieur du lycée, lorsque les migrantEs ont demandé la garantie de ne pas être triés par statut et nationalité, ils avaient essuyé un refus. Lorsqu'ils ont alors exigé de pouvoir sortir librement, préférant continuer leur lutte dans la rue ensemble que de laisser certainEs en centres de rétention, la police a utilisé la force pour sortir les personnes solidaires et pouvoir embarquer les migrantEs. En guise de conclusion, plusieurs se sont retrouvés dans des commissariats et ont reçu des OQTF (obligation de quitter le territoire français). Discuter avec les responsables de cette politique, c'est accepter de suspendre cette solidarité. La majorité ne s'y est pas risquée: elle a préféré repartir en manifestation spontanée vers la place de la République, seul lieu approprié pour discuter ce week-end là avec des militantEs venus de toute l'Europe. Avec comme socle commun ce slogan scandé tout au long du trajet: «*Tout le monde déteste les frontières!*»

Vanina Giudicelli

# SNCF Préparer la reconductible dès le 18 mai!

Le 10 mai, les cheminotEs étaient plus de 3 000 dans les rues de Paris pour manifester contre la destruction de leur réglementation du travail et la loi El Khomri.

C'était le quatrième temps fort de la mobilisation, après le 9 mars, où ils étaient en grève majoritaire, puis les 31 mars et 26 avril, où les taux de grève sont restés très importants.

## Une régression sociale sans précédent

Depuis le mois de mars, les cheminotEs construisent la grève contre l'attaque historique que constitue la remise à plat de leur régime de travail, «leur loi travail»... En effet, au nom de l'ouverture à la concurrence, patronat (direction de la SNCF en tête) et gouvernement veulent aligner les conditions de travail des cheminotEs de la SNCF sur celles du privé... plutôt que l'inverse.

Pour cela un cocktail de trois niveaux de normes, dont les conséquences risquent d'être explosifs: un décret-socle, une convention collective et un accord d'entreprise. Les propositions mises sur la table jusqu'à présent sont détonantes: moins de repos et de repos double, moins de week-ends non travaillés, des amplitudes horaires augmentés, une flexibilité accrue, ou encore de plus grands et plus nombreux déplacements...

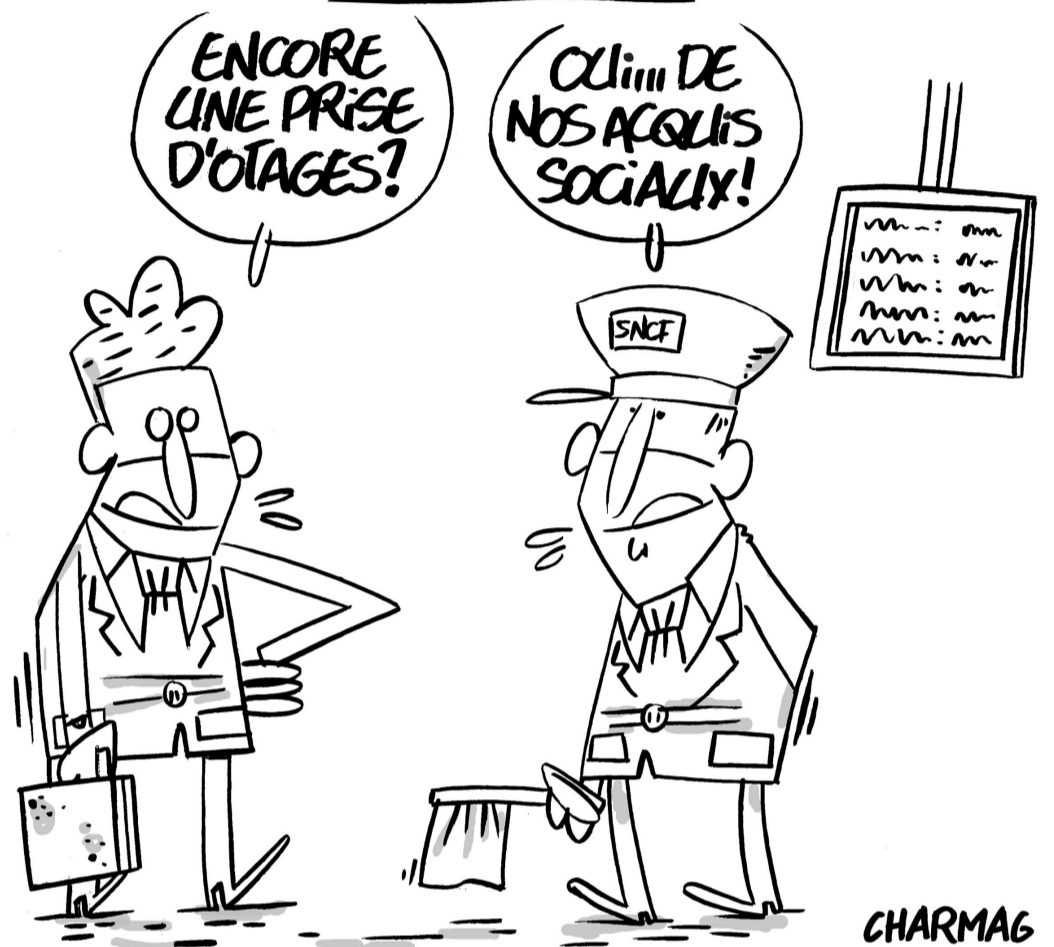
## Des directions syndicales avec la main sur le frein

Nombreux sont les travailleurEs du rail à vouloir lutter efficacement contre cette attaque, en se lançant dans une grève reconductible, seul moyen de gagner. Seulement depuis le début de la mobilisation, la direction de la CGT, pour faire les yeux doux à

l'UNSA et la CFDT, fait tout pour temporiser. Elle refuse de faire le lien avec la loi El Khomri, alors que les cheminotEs, eux, le font naturellement.

Du coup, le syndicat commence à épuiser un certain nombre de collègues en multipliant les «journées carrées» de 24 heures. Et comme cela ne suffit toujours pas, elle lance l'idée – pas encore officielle – de deux journées de «grèves rectangles» de 48 heures, avant une hypothétique grève reconductible à partir du 1<sup>er</sup> juin...

## GRÈVE A LA SNCF



CHARMAG

## Les cheminots doivent prendre leur grève en main!

Pour l'heure, même si les grèves ont été massives, trop peu nombreux sont les travailleurEs du rail qui militent et participent aux AG. Les difficultés sont donc réelles... mais pas insolubles. Sud-Rail a d'ores et déjà appelé à la grève reconductible à partir du 18 mai. C'est le moment d'y aller! Pour que cela réussisse, il faut que le maximum de secteurs de la CGT (dont beaucoup critiquent en interne la ligne fédérale) se lancent dans cette perspective. C'est aussi à l'ensemble des cheminotEs de construire leur grève, au travers de permanences et de tournées pour la préparer. Se réunir en AG pour qu'elle soit démocratique, avec des comités de grève et des coordinations pour la diriger.

Une grève vivante pour qu'elle puisse entraîner, en interne comme en externe du secteur. Car pour devenir la locomotive d'une mobilisation interprofessionnelle, les cheminots doivent cesser les grèves maisons et commencer une grève reconductible militante. Cela nécessite de passer de la colère à la prise de confiance en notre propre force, penser qu'il est possible de gagner!

Matthieu Chapuis



PHOTO THÈQUE ROUGE / JULIEN TERRÉ

## TRANSPORTS Les routiers reconduiront

Dans le secteur du transport routier le paiement majoré des heures supplémentaires est un élément très important et la baisse de cette majoration impacterait gravement le pouvoir d'achat des salariéEs.

Ainsi, dans un secteur où le dumping social est ravageur en matière de conditions de travail, cette mesure aurait des conséquences doubles, en terme de pouvoir d'achat et en termes de santé et sécurité au travail.

## Mise en danger de la vie d'autrui

Un autre article au cœur de la loi travail concerne la hiérarchie des normes. Concrètement, dans la branche transport, cela donnerait la possibilité aux employeurs de

L'un des articles de la loi travail comporte une disposition permettant d'abaisser dans le cadre d'un accord d'entreprise le taux de majoration des heures supplémentaires, jusqu'à 10 % au lieu des 25 % habituellement pratiqués.



Lundi 18 mai, ça ne roulera pas... PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

modifier le nombre d'heures de conduite, le nombre d'heures et de jours de repos, dans le cadre d'un simple accord d'entreprise à la signature imposée par un chantage à l'emploi.

Actuellement les maxima sont de 43 heures par semaine pour les conducteurs de courte distance et de 48 heures pour les longues. Des organisations du travail, des conditions de

travail, qui mettent en danger les salariéEs du secteur et par contrecoup, tous les usagers de la route.

C'est donc bien naturellement que les salariéEs du secteur sont prêts à se retrouver dans le cadre des mobilisations interprofessionnelles et intersyndicales contre le projet de loi travail. L'engagement des syndicats CGT, FO et Solidaires, qui appellent à la grève reconductible à partir du lundi 16 mai, peut être un de ces éléments indispensables à la construction du rapport de forces pour défaire ce que le 49-3 veut imposer.

Robert Pelletier

## AREVA

# Ils creusent leurs tombes... et la nôtre!

Hollande et Royal vont-ils pouvoir respecter leur promesse de réduire la part du nucléaire à 50 % d'ici à 2025, non pas grâce aux écologistes et à leurs ministres, mais à cause des difficultés financières et techniques d'Areva et d'EDF?

Le feuilleton «le nucléaire, la poisse» nous livre un nouvel épisode inquiétant, ô combien révélateur de l'incurie des décideurs, industriels et politiciens.

## La triche!

Depuis Tchernobyl et Fukushima, on sait que le nucléaire n'est pas la technologie sûre et sous contrôle que ses promoteurs veulent nous vendre. Mais avec les «incohérences» (sic!) du dernier audit fait par



## ÉDUCATION NATIONALE **Monnaie de singe...**

Disons le d'emblée, personne ne crachera sur l'augmentation de 800 euros de « l'indemnité de suivi et d'encadrement » (ISAE) attribuée aux professeurs des écoles (PE). Instituée en 2013 avec le lancement de la « refondation » de l'école, cette prime d'un montant initial de 400 euros annuels résorbait une « inégalité » avec les enseignants du secondaire, qui touchent depuis 1989 une prime d'orientation de 1200 euros.



Le bilan du gouvernement en la matière... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Cette indemnité fait véritablement figure d'OVNI rapportée au traitement du reste de la fonction publique. À la veille des élections présidentielles, le PS tente ainsi de se remettre dans la poche une fraction de son électoral traditionnel. Au-delà, cette prime a surtout constituée une monnaie d'échange au soutien sans faille du principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU à la politique éducative et sociale du gouvernement.

La perte de pouvoir d'achat cumulée depuis 2000 pour un PE en milieu de carrière est estimée à 2316 euros annuels. Pas de quoi partir à Panama... D'autant que sur les deux autres volets des négociations salariales, le PS a réalisé le tour de force de maintenir le gel du point d'indice presque jusqu'à la fin du mandat et de s'aliéner le soutien du SNUipp et de la FSU (avec l'Unsa et la CFDT) au processus de négociation PPCR. Derrière l'écran de fumée du saupoudrage de point d'indices, ce PPCR prévoit surtout des mesures dramatiques en terme de « management » et de déroulement de carrières qui sont actuellement en cours de « négociation ».

### La « refondation » : quelques postes et un bulldozer contre le service public

Élément phare de la campagne de Hollande, la « refondation » de l'école prolonge dans le primaire et au collège les politiques de démantèlement infligées par la droite à l'université (LRU) et aux lycées (réforme Chatel). Si le PS a stoppé l'hémorragie de postes de Sarkozy, on est bien loin des 60 000 postes annoncés, et l'effet sur le terrain se limite essentiellement au rétablissement de la formation initiale. Le nombre d'élèves par classe ne baisse pas, de nombreux postes n'ont pas été pourvus, et les dispositifs provisoires saupoudrés tous azimuts se terminent à la fin du mandat.

Au contraire, les réformes des rythmes et du collège ont été menées à terme. Alors que la réforme des rythmes, qui lançait le processus de « refondation », comportait le risque d'une mobilisation explosive des enseignantEs et des parents, le SNUipp a joué un rôle décisif : campagne de soutien à la réforme, refus de rejoindre l'intersyndicale unitaire, appel à une journée de grève séparée sur des mots d'ordre démobilisateurs pour briser la mobilisation montante... Le syndicat majoritaire a ensuite

soutenu toutes les mesures visant à préparer le rattachement des écoles aux collèges : réforme des ZEP, cycle 3 CM2/6<sup>e</sup>, conseil école collège... Tout en laissant le secondaire se battre seul sur la réforme des collèges. Au final, toutes les conditions sont réunies pour dérouler par la suite un collège et une école à deux vitesses, avec des PE à 25 heures élèves par semaine (contre 18 heures pour les certifiés enseignant au collège), des collectivités territoriales aux

manettes, et des établissements publics régis par la loi du budget global. S'il n'est pas évident que le SNUipp et le gouvernement tirent électoralement profit de ce tour de passe-passe, il est certains que les enseignantEs et les élèves n'ont pas fini de payer le prix des concessions exorbitantes qui ont accompagné ce « traitement de faveur » pour les enseignantEs du premier degré.

**Correspondant**

## COMMERCE **Le grand bazar du travail dominical**

Adoptée en force suite à l'emploi du 49-3 en août 2015, la loi Macron ressemble à une aimable répétition de la loi El Khomri. Neuf mois plus tard, l'extension du travail dominical et nocturne, la disposition qui a focalisé l'attention, demeure contenue par les syndicats, à commencer par ceux qui composent le CLIC-P.

Une dizaine d'accords, dont un seul de branche (la bijouterie), ont été à ce jour signés, et le nombre d'entreprises où la négociation n'a pas démarré, stagne ou a été mis en échec (la Fnac étant l'exemple le plus connu) est beaucoup plus important. C'est pour répondre à ces blocages que le gouvernement compte, dans le cadre de la loi travail, instaurer la possibilité pour les syndicats minoritaires de déclencher un référendum d'entreprise qui, si le oui l'emporte, permettrait par exemple d'ouvrir le dimanche... Ont été également instaurées en février 2016 six nouvelles zones touristiques internationales (ZTI) en régions comme Cagnes-sur-Mer et Deauville ou bien le centre commercial Val d'Europe près de Disneyland Paris, ainsi que

l'autorisation de l'ouverture dominicale de douze gares dont six parisiennes.

### Jean qui pleure et Jean qui rit aux grands magasins

Le Conseil d'État a depuis été saisi par plusieurs syndicats de contestations à leur rencontre, tout comme le Conseil constitutionnel par la mairie de Paris en ce qui concerne les douze dimanches maximaux annuels d'ouverture des commerces qui, pour la capitale, ne sont pas à la main du maire mais du préfet.

La semaine passée, la direction des Galeries Lafayette s'est vue infligé un camouflet de la part de la CGC et de la CFTC qui ont finalement refusé de signer l'accord d'entreprise sur le travail dominical, faute de contreparties suffisantes pour le personnel.



Ouvvert le dimanche... et après aussi la nuit? DR

C'est pourquoi le fait que, dans le même temps, un accord similaire soit entériné au BHV par la CGC mais aussi par SUD Interpro, et ce d'autant que, en novembre 2015, une consultation du personnel, à la demande de cette dernière organisation, avait rejeté cette possibilité. SUD Commerce a publiquement désavoué ce choix, et il est encore possible à la CFTC et à la CGT de mettre en œuvre leur droit d'opposition.

**Correspondant**

## AIR FRANCE De Juniac, le salaire de la peur



Merci pour ce million d'euros et au revoir... DR

Le PDG sur le départ d'Air France/KLM Alexandre de Juniac vient de réaliser son rêve : il avait déclaré que l'on n'avait pas réussi sa vie si on ne gagnait pas au moins un million d'euros, il a enfin atteint son but : son salaire 2015 augmente de 65% et passe de 645 000 euros en 2014 à 1 060 000 euros!

Les actionnaires et les investisseurs remercient souvent grassement les patrons qui font le sale boulot. C'est exactement ce que de Juniac a fait pendant les quatre années où il sera resté à la tête du groupe. Avec cynisme, le futur ex-PDG aura joué pendant quatre ans de la peur pour arriver à ses fins : supprimer 15 000 emplois en quatre ans, bloquer tous les salaires – sauf le sien – depuis 2012 (plus de 8% de perte réelle), imposer des accords « Transform » amenant à revoir tous les accords collectifs pour imposer à des syndicats complices 20% de productivité de plus pour les navigants comme pour le personnel au sol (perte de jours de congés, destruction des règles d'ancienneté, d'avancement, de promotion...).

Comme dans beaucoup d'autres groupes qui ont multiplié plans de suppressions d'emplois et augmentation du salaire du PDG, les arguments ont été les mêmes, relayés abondamment par les médias et le gouvernement : la musique de la peur, la compagnie allait mourir... Il fallait donc des gains de productivité pour affronter la concurrence. Les mêmes arguments crapuleux qui demain amèneraient les syndicats de centaines d'entreprises à accepter d'abandonner salaires, majorations et acquis des personnels si la loi El Khomri aboutissait...

### Foutage de gueule...

Donc, de Juniac a obtenu son salaire de la peur... Mais il n'aura même pas appris à Air France qu'un mécano sérieux finit son boulot correctement. Lui quitte son boulot avant d'avoir fini le travail... Le rideau de l'enfumeur s'est déchiré et même des syndicats complaisants ont finalement compris que l'on se foutait de leur gueule. Air France va bien et ni les syndicats de pilotes ni ceux des hôtesses et stewards n'acceptent de continuer de collaborer à ces attaques. Aucun n'a voulu pour l'instant signer de nouveaux accords sclérats. La direction veut passer en force en contraignant les pilotes à des efforts de productivité de 5 à 10% amenant à des pertes de salaires de 8 à 9%. Inutile de dire que si les pilotes cèdent à ces diktats, ce seront derrière les PNC et les personnels sol qui seront mangés à la même sauce. Les mains blanches de M. De Juniac se contenteront d'empocher son million et de partir faire carrière comme président de l'Association internationale du transport aérien : nouveau costume, nouvelle chemise...

**Correspondants**

Areva révélées par les Échos début mai, on sait maintenant que ses défenseurs sont prêts à tricher pour faire avaler la pilule d'iode...

Après la découverte d'un défaut sur la cuve de l'EPR de Flamanville en 2015, l'Autorité de sûreté du nucléaire (ASN) avait obligé Areva à mener un audit sur les dossiers de fabrication des composants nucléaires fabriqués sur son site du Creusot où sont usinées les plus grandes pièces métallurgiques des centrales. Et là, oh surprise, d'autres incohérences ont été mises à jour. En fait, ce sont près de 400 dossiers qui sont concernés par ce qui ressemble à des falsifications des résultats, et cela depuis près de 50 ans!

### Confiance? Nous, jamais!

À l'usine du Creusot, les résultats des essais effectués sur une pièce métallique sont

normalement inscrits dans un dossier. Mais, lorsque les résultats obtenus approchent les limites supérieures de la norme requise, il semblerait qu'ils soient modifiés de façon à enregistrer dans les procès verbaux une valeur moyenne plus conforme, pour rassurer les clients. Consciente du scandale, Areva qui ne peut nier les faits, essaie de jouer la transparence et fait semblant de prendre les devants pour dépiester les erreurs et les coupables. Qui gèrera la farce?

Car enfin, les tests effectués par Areva dès 2007, qui révélaient déjà des anomalies sur la cuve de l'EPR, auraient dû l'alerter plus tôt. Ces tests avaient montré une teneur en carbone très élevée par endroit ce qui révélait une résilience mécanique insuffisante. En d'autres termes, la cuve du réacteur pouvait avoir des fuites! Or, la cuve, c'est ce monstre d'acier de 425 tonnes et de 11 mètres de haut qui contient le combustible radioactif. Elle

doit être aussi solide qu'étanche! Qu'Areva ne nous fasse pas le coup des normes qui ont évolué : même avec l'ancienne réglementation datant de 1974, la cuve aurait été recalée. Alors, incompétence? Négligence? Dans tous les cas, on ne doit pas leur faire confiance!

### Le nucléaire est une menace, il faut en sortir!

Défaillances, accidents, déficits financiers, contamination des travailleurs et des populations, risques de fusion du cœur du réacteur, pollutions des nappes phréatiques, de l'air et du sol, stockage des déchets radioactifs toxiques, faible rendement des centrales, raréfaction de l'uranium, le nucléaire n'apporte que des problèmes. Superphénix, l'EPR, l'Iter (improbable fusion nucléaire), Cigéo (projet fou d'enfouissement des déchets radioactifs),



Ils polluent... et ils nous mentent! DR

le nucléaire poursuit sa fuite en avant uniquement grâce au soutien insensé des gouvernements successifs. Stop! L'électricité peut être produite autrement sans faire peser aux populations et à l'environnement des menaces mortelles. Le NPA a actualisé son scénario de sortie

du nucléaire en moins de 10 ans, chiffres à l'appui, pour étayer les arguments de celles et ceux qui refusent ce mode de production d'énergie. Nous recherchons toutes les convergences pour faire entendre l'exigence de sortir du nucléaire.

**Commission nationale écologie**

## Les comités en action!

### Paris 400 personnes à la fête du NPA.

Long tunnel ensoleillé du week-end de l'ascension, Nuit debout à République, la 5<sup>e</sup> fête anticapitaliste de la fédération parisienne du NPA a tout de même réuni 400 personnes ce samedi 7 mai.

À commencer par la projection de l'excellent film de François Ruffin, *Merci patron!*, qui a réuni près d'une centaine de participantEs qui ont pu ensuite échanger avec Cyril Pocreaux de *Fakir* venu pour l'occasion.

Les deux tables rondes-débats ont eu des fréquentations inégales : « *Ouvrez les frontières* » a permis d'analyser la question des migrantEs dans différents pays, dont l'Allemagne et la Grèce, avec la participation d'un camarade d'Unité populaire Paris. Puis, de Air France à Notre-Dame-des-Landes en passant par la jeunesse en lutte, les postiers ou la campagne BDS, la répression mise en œuvre par ce gouvernement était au cœur de la seconde table-ronde intitulée « *État d'urgence et violence d'État* ». Après le spectacle « *Des bus, des obus, des syndicalistes* » de la compagnie Sans la nommer, s'est tenu le traditionnel meeting de la fête. Y ont pris la parole Elsa, militante étudiante du secteur jeune du NPA, Matthieu Chapuis, militant cheminot du NPA, Mohamed Taha, archéologue originaire de Palmyre qui a témoigné de façon émouvante



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

de la situation du peuple syrien, et Flo Bouilloux, intermittente du spectacle et militante de Nuit debout à République. Pour terminer, Philippe Poutou a conclu le meeting, mettant notamment en accusation les véritables casseurs, ceux du Medef et du gouvernement, et discutant de la dimension radicale du mouvement actuel contre la loi travail. Après *l'Internationale*, le groupe Sidi Wacho a mis le feu avec ses rythmes latino et son rap énervé et engagé. Une véritable invitation à revenir l'année prochaine.

### Anney (74) Un toit, c'est un droit!

Depuis le 10 avril, 80 personnes – des familles avec enfants – occupent le centre d'accueil de l'école des Fins, où elles étaient logées par le 115 pendant la période hivernale. Toutes ces familles ont décidé de rester sur place avec leurs enfants scolarisés tant qu'elles n'auront pas obtenu un hébergement décent comme l'exige la loi. Elles se sont organisées pour assurer collectivement les repas et le couchage dans les chambres situées à l'étage.

Le collectif « Un toit pour tous 74 » a décidé de les accompagner dans leur combat pour conquérir leurs droits et dignité. LDH, NPA, Lake Aid, Collectif Urgence Roms, Attac, ATD et des citoyens les soutiennent au jour le jour et interviennent auprès des autorités. Et toutes les actions sont décidées en AG des occupantEs en présence des soutiens. La loi relative au droit au logement opposable de mars 2007 a introduit un principe de continuité de l'hébergement en centre d'urgence. Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y demeurer dès lors qu'elle le souhaite jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Il est donc illégal de mettre ces personnes à la porte.

Pour signer la pétition :

<https://www.change.org/p/qui-droit-au-logement-pour-les-familles-de-l'ex-école-des-fins-à-anney>  
Pour contacter le collectif :  
untoitpourtous74@gmail.com

**Cergy (95) Debout!** Depuis trois semaines, nous nous réunissons place des Arts, jusqu'à environ une centaine! Comme partout ailleurs, plein de discussions, d'échanges fructueux, de prises de contacts, de convivialité et surtout une volonté d'actions concrètes déjà mises en action. Nous avons été présent en soutien à la grève de MacDo de Saint-Brice-sous-Forêt, avec une prise de

# En campagne

## La semaine de Philippe Poutou

Soutien aux salariéEs de McDonald's en lutte à Paris, actions de blocage pour la convergence des luttes à Bordeaux, et pour terminer participation à la fête du NPA 75. Une nouvelle semaine de campagne pour le candidat du NPA...

**P**hilippe et une délégation du NPA sont allés soutenir les salariéEs de McDonald's en lutte pour des salaires décents.

### Mercredi 4 mai, on soutient

Depuis quelques mois, les militants de la CGT organisent des actions sur plusieurs restaurants. Ce mercredi, c'était sur celui de Passy (Paris 16<sup>e</sup>). Choisisant les moments de forte affluence, ils rentrent dans le resto, par surprise c'est mieux pour éviter l'arrivée de vigiles, et déploient leur banderole, prennent la parole devant leurs collègues dont certains se mettent en grève, et devant les clients. Ils dénoncent la politique de la société qui fait des bénéfices importants et en détourne une partie par une fraude fiscale avérée. De l'argent qui comme partout, ne profite pas aux salariéEs qui subissent la précarité et les bas salaires.

Ce sont des actions audacieuses et courageuses car ces salariéEs sont confrontés à la pression des responsables de resto et aussi parfois à l'incompréhension des clients, voire à une certaine hostilité. Il faut alors faire preuve de calme et de patience et discuter, mais ce n'est pas toujours simple...

L'équipe militante s'organise pour mettre la pression sur leur patron, en touchant à l'image de marque de l'enseigne. C'est difficile d'entraîner les collègues jeunes et précaires tant il y a la crainte d'être viré. Ces actions peuvent aider à ce que les salariéEs prennent confiance en eux-mêmes et retrouvent la légitimité de lutter pour leurs salaires et leurs conditions de travail. D'autres actions sont programmées avec l'objectif de construire petit à petit un mouvement d'ensemble. Leur détermination devrait payer. En tout cas, le soutien de Philippe et du NPA a été apprécié.

### Vendredi 6 mai, on bloque

À Bordeaux, un collectif interpro s'est remis en action ces derniers jours comprenant essentiellement des militants et équipes syndicales de la rive droite (CGT, FO, Solidaires), avec un noyau de syndicalistes routiers, rejoint par des jeunes, des étudiants, des Nuits debout, des intermittents du spectacle CIP, la CNT, des gens non syndiqués... Lors de la dernière réunion-AG, a été décidé de faire

parole. Des grévistes radicaux et très joyeusement irrévérencieux et tapageurs : fallait voir la tronche verdâtre des « manageurs » au bord de l'apoplexie! Occupation avec pour les clientEs un slogan inventé sur place et qui a fait florès : « *Consom'acteurs, allez croquez ailleurs!* », et bien évidemment les classiques « *MacDo escrocs... frites par frites...* », ainsi que les revendications salariales. Bref, une belle convergence des luttes!  
Mardi 3 mai, Cazeneuve s'est pointé à l'Essec de Cergy, une fac de bourgeois pour former les futurs bourgeois, pour un colloque bidon avec questions préparées et inscriptions préalables... Nous avons tenue une nuit exceptionnelle avec une contre-conférence sur les violences policières, avec notamment la présence du Collectif Ali Ziri, ce retraité algérien assassiné par les flics il y a une décennie. Nous sommes ensuite partis en manif (une petite centaine au début) pour tenter de rejoindre la fac afin de « saluer » Cazeneuve et ses sbires. Un imposant dispositif des « milices du



Philippe s'adressant aux salariéEs et clientEs du MacDo. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

des actions de blocage, de manière à ce que le mouvement continue et trouve un nouvel élan. Des actions qui s'en prennent au patronat, qui leur fassent mal au portefeuille... Sur proposition des syndicalistes routiers, 130 personnes, dont Philippe, se sont donc retrouvées pour aller bloquer une centrale d'achat Auchan qui livre en produits frais

les magasins du Sud-Ouest. À 22h45, l'entrée de l'entrepôt était bloquée. Rapidement, une vingtaine de camions sont bloqués dehors, d'autres à l'intérieur, empêchés de sortir. Une banderole est accrochée : « *Convergence des luttes lycéens-étudiants-chômeurs, salariéEs public-privé-précaires-vacataires-intermittents* ».

Les gendarmes arrivent 30 minutes plus tard, s'assurent que tout est calme. Les syndiqués routiers gèrent le blocage, discutent avec les chauffeurs bloqués... Tout se passe bien. Un communiqué est envoyé à la presse, un média est présent, *Rue 89*. Les gens s'installent, la nuit commence. Il en restera 70 au matin et ce jusqu'à la fin du blocage le lendemain matin à 11h30, les forces de l'ordre se faisant plus présentes et menaçantes, bien armées... Preuve de l'efficacité de cette action, des panneaux dans les magasins Auchan et Simply bordelais, annonçant que, faute d'un problème de « *transport* », les rayons n'ont pas été approvisionnés... Les syndicalistes routiers sont satisfaits, une manière pour eux de préparer leur action de grève du 16 mai. Une opération réussie, encourageante pour la suite. Et pour bien terminer sa semaine, Philippe était l'intervenant principal du meeting qui s'est tenu dans la fête du NPA 75 (cf. ci-contre).

**Correspondants**

## Pour la gratuité des transports publics

À l'initiative de différents collectifs – Agglomération grenobloise, Alençon (Atelier transports de l'Alternative citoyenne), Aubagne, Fontaine, Le Mans, Metz, Nancy, Rouen, Saint-Égrève, Saint-Malo (Osons la gratuité), Saint-Martin-d'Hères – une rencontre nationale pour la gratuité des transports publics a lieu à Grenoble ces 14 et 15 mai.

« **L**esommet COP21 nous a rappelé l'urgence d'agir vite contre le réchauffement climatique. L'augmentation de la précarité et du chômage nous incite à apporter des réponses d'urgence en matière sociale. La pollution croissante dans nos villes appelle des mesures de réduction drastique de la circulation automobile pour préserver la santé des habitants. Une trentaine de villes ou intercommunalités en France appliquent déjà la gratuité de l'accès aux transports publics. Nous devons généraliser au plan national cette mesure d'utilité publique, comme l'un des éléments majeurs d'une politique publique des transports urbains. Cette solution doit être portée par la population comme l'ont été les grandes avancées sociales et écologiques dans

notre pays. Nous voulons convaincre et faire adopter par les collectivités et l'État cette mesure d'urgence. Les moyens existent, il ne s'agit que de choix politiques », dit le texte d'appel de ces rencontres.

### Échanger et populariser

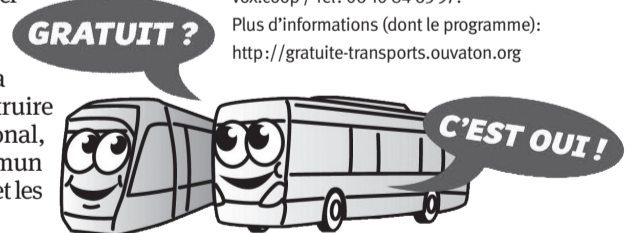
En 2011, se tenait à Aubagne la première rencontre des collectivités pionnières dans la gratuité des transports publics. Le collectif d'agglomération grenobloise propose d'accueillir cette année les premières rencontres nationales pour la gratuité des transports publics afin d'aider à la construction de collectifs dans toutes la France et construire un réseau national, mettre en commun les expériences et les

connaissances issus des collectifs existants, et de populariser notre exigence. Et ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous.

Le NPA défend depuis sa fondation cette revendication de gratuité, pour les transports comme pour d'autres domaines qui relèvent du bien commun.

### Correspondant

Du samedi 14 mai à 13h au dimanche 15 mai à 12h30, au Centre social George-Sand, 14, boulevard Joliot-Curie à Fontaine (38).  
Tram A – Arrêt Maisonnat Fontaine.  
Contact : [collectif@gratuite-transports.listes.vox.coop](mailto:collectif@gratuite-transports.listes.vox.coop) / Tél : 06 10 84 63 97.  
Plus d'informations (dont le programme) : <http://gratuite-transports.ouvaton.org>



capital» nous a repoussé sans ménagement, puis encerclé avec le renfort de la BAC! Un retour encadré sévèrement par des CRS bientôt plus nombreux que les manifestantEs! Pourtant, *l'Internationale* fuse, et on rigole : « *On est séquestré, appelez la police!* ». Les liens militants se tissent et préparent comme ailleurs une nouvelle alternative! Prochaine Nuit debout Cergy le 13 mai, une bonne habitude qui s'enracine place des Arts. Plus d'infos sur notre Facebook.

**Poitiers (86) Riposte féministe.** L'ordre du Bitard est une tradition étudiante poitevine se revendiquant de François Rabelais (sic!). Ils sont organisés en hiérarchie avec comme principe la domination des « novices ». Ils sont vêtus d'une faluche qui est leur couvre-chef traditionnel. Chaque année, ces Bitards organisent leur semaine estudiantine grâce notamment aux subventions accordées par la mairie de Poitiers. Cette année, leur 69<sup>e</sup> semaine était intitulée « *le Deuxième*

*Sec par Simone de Beauvoir*... Au programme, alcool et sexisme! L'ordre du Bitard est composé principalement d'hommes au comportement machiste. Preuve de leur désir de domination, leur totem où ils se réunissent régulièrement est un énorme phallus en béton nommé « *la Blanche Verge* » qui trône au milieu du campus universitaire. Il y a quelques jours, un groupe de féministes a décidé de s'attaquer à ce symbole de la domination patriarcale. Cette « *Blanche Verge* » a été recouverte d'une couche de ciment sur laquelle ont été déposés des serviettes hygiéniques. Puis le groupe a tagué et collé des messages sur le « totem » et sur un panneau juste à côté : « *Bitards = sexisme, féministes tant qu'il le faudra* », « *À bas l'État patriarcal* », « *Bitards sexistes, mairie complice* » ou encore « *Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours* ». Le but était de dénoncer cette tradition financée par de l'argent public et de dire qu'il faudrait aujourd'hui s'impliquer dans la lutte pour l'égalité des droits.

Expositions

# Une ballade d'art dans le Nord...

«Amedeo Modigliani»

jusqu'au 5 juin au LaM de Villeneuve-d'Ascq (59)

Une belle exposition consacrée à Amedeo Modigliani, artiste météore et lumineux, italien de Montparnasse, bohème au grand cœur qui aurait tant aimé être sculpteur, pétri de culture classique, voire antique ou extra-occidentale, qui troquait ses portraits au style si personnel : une élégance extrême, des aplats de couleurs harmonieux, des regards opaques d'une étrange mélancolie.

En marge de l'avant-garde du moment, longtemps boudé par la critique mais adoré par le public, cette importante rétrospective présente une centaine d'œuvres de Modigliani face à ses contemporains et amis : Constantin Brancusi, Moïse Kislign, Jacques Lipchitz, Pablo Picasso ou encore Chaïm Soutine.

**Le Musée départemental Matisse**

Le Cateau-Cambrésis (59)

Créé en 1952 par Matisse lui-même dans sa ville natale dans l'hôtel-de-ville Renaissance, c'est un musée et centre d'art départemental essentiel pour les amateurs de cet immense peintre considéré par beaucoup comme le plus important du 20<sup>e</sup> siècle. Le musée comprend, outre la collection Matisse, une donation du peintre enrichie de nombreuses donations et d'acquisitions importantes, la collection Herbin donnée par l'artiste et la donation Tériade, constituée des œuvres données par Picasso,

Chagall, Miró, Rouault, Matisse, Léger, Giacometti... à leur éditeur d'art.

Également centre de développement culturel, ce musée propose des expositions temporaires (actuellement les sculptures de Vincent Barré), des lieux de rencontre, des activités pour les enfants, etc.

**Lab Labanque, centre d'art contemporain**

Béthune (62), jusqu'au 28 août

L'ex-Lab, bâtiment de la Banque de France entièrement rénové, vient de rouvrir ses portes. Trois artistes très différents s'en partagent l'espace : Mounir Fatmi, plasticien franco-marocain qui a déjà essuyé deux fois la censure, désacralise l'objet religieux dans son parcours intitulé *Profondeur de champ* et pose la question du sacré dans le monde d'aujourd'hui.

Michaële-Andréa Schatt, peintre travaillant à Montreuil, plasticienne et céramiste, nous a habitués à un travail de peinture riche et complexe d'images défragmentées, inversées, sur des thèmes récurrents : le paysage, le corps, le textile. Outre ses peintures *Dépayement*, elle présente l'installation *le Temps des c(e)risés*, ensemble de céramiques noires et blanches et textiles créés avec les brodeuses du Nord suggérant la précarité humaine face à une situation de crise, d'exil.

John Davies, photographe britannique, nous interpelle par ses paysages miniers, ruraux, industriels. Il voit dans ces *Terrils d'Europe du Nord* la métaphore culturelle d'une identité régionale. **Ugo Clerico**



## «Le 61<sup>e</sup> Salon de Montrouge»

Jusqu'au 31 mai au Beffroi

**T**rès attendu par le public et les artistes pour lesquels c'est un réel tremplin, le Salon de la jeune création contemporaine ouvre ses portes avec une nouvelle équipe artistique animée par Ami Barak et Marie Gautier.

Si l'an dernier avait marqué le retour de la peinture, cette édition privilégie les installations aux techniques mixtes, les sculptures, les vidéos, dans une mise en espace personnalisée pour chaque artiste. Les œuvres, parfois politiques, abordent des sujets pesants : l'exil, l'écologie, la répression, l'isolement, y compris les

peintures de nature sous plastique de Paul Vergier.

Parmi les prix décernés, Anne Le Trotter, une installation spatiale et sonore qui repense la banalité des objets du quotidien, et Clarissa Baumann, avec ses sculptures, infimes déformations de la matière et de la réalité.

En marge du Salon, des artistes confirmés et un clin d'œil référence au Cabaret Voltaire où est né le mouvement Dada, ainsi que des performances et événements hors les murs.

**U.C.**

2, place Émile Cresp à Montrouge. Entrée gratuite.

Roman

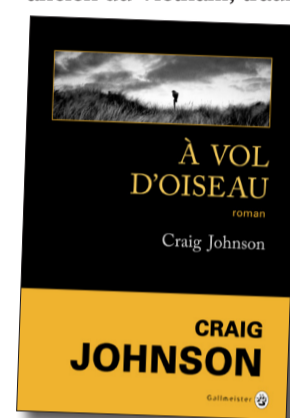
# À vol d'oiseau, Craig Johnson

Éditions Gallmeister, 2016, 23,80 euros

**L**e moindre des paradoxes des États-Uniens est qu'ils disposent d'une nature immense et magnifique... qu'ils s'évertuent à détruire à coups de derricks, de fraction, de villes tentaculaires et de plantations d'amandiers. Ils n'en continuent pas moins à célébrer la nature, à la décrire... C'était un des piliers de l'œuvre de feu Jim Harrison, et le «fond de commerce» et la passion de l'éditeur Gallmeister.

Thoreau a fait école, un peu, mais chez les amateurs de nature, il y a beaucoup de conducteurs de 4x4, de buveurs de coca et de chasseurs, qui tous célèbrent la beauté et la diversité de leur pays. Parmi eux, le personnage récurrent de Craig Johnson, le shérif Walter Longmire, ancien du Vietnam, traumatisé comme tous... mais

pas principalement par les Vietnamiens qu'il a tués, passionné du Wyoming, ami des Indiens et connaisseur de leur culture, grâce notamment à son meilleur ami Standing Bear, qu'il nous fait découvrir au travers de ses enquêtes. Longmire nous fait partager son initiation au peyotl, planant ! Et comme il se doit, Longmire picole, est veuf et pas très heureux... mais prêt à rencontrer l'âme sœur.



Au début, il y a toujours des morts, ici une jeune Indienne, Audrey Plain Feather, qui tombe d'une falaise, son bébé dans les bras... C'est un polar, mais l'enquête menée avec la police tribale nous emmène, à travers les saloons et la réserve des Cheyennes, à la recherche de motivations mêlées et de coupables souvent aussi victimes de la violence ambiante et des problèmes non résolus de cette cohabitation culturelle.

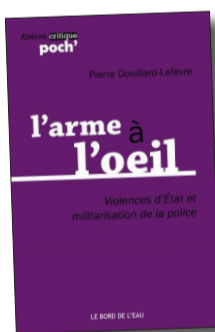
Au moment où le polar français se tourne vers la ruralité, c'est un vrai dépayement de se plonger dans les énigmes des grandes plaines au fil d'histoires qui ne sont pas des prétextes.

**Catherine Segala**

Essais

## L'Arme à l'œil. Violences d'État et militarisation de la police, Pierre Douillard-Lefevre

Le Bord de l'eau, 2016, 8 euros



«**E**n 2007, je perds l'usage d'un œil touché par un tir de lanceur de balles.

C'est en spectateur d'une époque résolument sécuritaire que j'écris les pages qui vont suivre. Analyse sociale et politique autant que recension de faits contemporains, cet écrit s'adresse autant à ceux qui ignorent tout des logiques policières qu'à ceux qui cherchent à aiguïser une légitime défiance vis-à-vis de l'État et de sa violence...

Jamais livre n'aura été plus opportun que cet essai. En 83 pages, il nous dresse un état des lieux des violences policières commises ces dernières années qui fait frémir, et plus précisément depuis l'accession de Sarkozy à la présidence. L'accoutumance de la société aux exactions de la police, le zapping permanent qui nous fait passer d'une indignation à une autre nous auraient-ils anesthésiés ? Dans une longue et salutaire litanie, l'auteur nous ramène les pieds sur terre.

Mais l'ouvrage ne se contente pas de faire un simple travail de recension comme l'avait fait l'Unef à l'issue de Mai 68 en publiant *le Livre noir des journées de mai*. L'auteur revient sur la militarisation policière dans les

20 dernières années, et l'évolution du matériel de répression dont ont été peu à peu dotés les policiers... Du flash-ball au flash-ball «super pro» en passant par le lanceur de balles de défense (LDB40), on assiste à un accroissement de la dangerosité. Le LDB40, utilisé aujourd'hui pour réprimer les manifestations, est classé dans la catégorie des armes létales «arme à feu à usage militaire». Pas plus que la droite, le Parti socialiste n'est épargné par l'auteur dans leur gestion de la violence d'État : «François Hollande n'a fait que perpétuer la longue tradition, entachée de sang, de ses prédécesseurs».

L'ouvrage est celui d'un militant qui s'adresse au mouvement social : «Les mois qui viennent de s'écouler ont vu l'histoire s'accélérer et la situation devenir plus périlleuse qu'elle ne l'était déjà. L'actualité ne tarissant pas la surenchère policière, ni la cascade de blessures, mutilations et décès causés par la police, ces pages ne sont donc qu'une amorce qu'il nous faudra compléter collectivement». Vivement conseillé ! **Alain Pojolat**

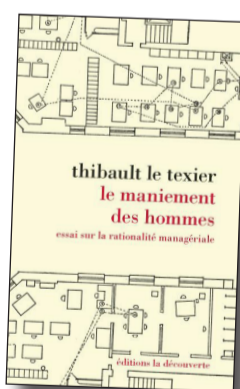
## Le Maniement des hommes. Essai sur la nouvelle rationalité managériale, Thibault le Texier

La Découverte, 2016, 21 euros

**A**u début du 20<sup>e</sup> siècle, des ingénieurs étatsuniens

mettent au point ce que Taylor a fait connaître comme le «management scientifique», afin de gérer, d'organiser l'organisation du travail. Cet ouvrage rappelle que les modes d'organisation qui dominent entièrement l'organisation du travail aujourd'hui n'ont pas toujours été la règle, on a pu leur préférer des solidarités familiales ou des rapports de confiance... Un siècle plus tard, ce courant idéologique et ses méthodes se sont insinués partout dans le monde et à tous les niveaux, non seulement de l'organisation du travail mais aussi de la vie sociale. C'est l'histoire de cette idéologie, de ce courant intellectuel, que l'auteur considère comme l'un des plus influents du 20<sup>e</sup> siècle, qui est retracé dans ce livre.

Ce que montre l'auteur, c'est la très grande constance du corpus idéologique, qui est pour beaucoup resté stable depuis un siècle : la référence à Taylor et au taylorisme reste la valeur centrale.



Le récit de l'extension de l'idéologie managériale à des domaines qui touchent peu à peu l'ensemble des secteurs de l'entreprise, puis de nos vies (à tel point que la rationalité managériale est souvent devenu un sens commun), est particulièrement éclairant.

L'auteur pousse alors sa réflexion et s'interroge : «Une fois la société managérialisée, quoi de plus normal que de considérer l'individu lui-même comme une entreprise ? Le traiter autrement risquerait d'en faire un inadapté.» Il insiste encore sur le fait que le «management de soi» repose sur des réponses individuelles, évacuant toute forme d'organisation ou de solutions collectives.

Un travail passionnant et un ouvrage qui fera sûrement date, tant il décrit avec précision les mécanismes de construction, de diffusion et finalement d'imposition, d'une idéologie puissante et omniprésente dans nos vies. Et si les mécanismes de construction apparaissent aussi clairement, c'est peut-être un premier pas pour sa destruction. **Pierre Baton**

Télévision

## Tous voyeurs, tous objets ?

**D**éjà sur les écrans depuis plusieurs années, aux États-Unis avec «Kid Nation», en Angleterre avec «The Secret Life of 4 years olds», la télé-réalité avec enfants débarque en France sur France 4 avec «Seuls à la maison», une chaîne qui devrait être suivie par TF1, M6...

On reste sans voix ! Il paraît que les psychologues vont notamment décrypter l'influence d'Internet sur la famille... Quel est l'avenir de ces enfants, désignés par leurs parents comme objet de voyeurisme ? Comment oser encore parler de culture, même populaire, quand on est revenu au temps de l'exhibition des «indigènes» du zoo de l'époque coloniale ?

*Big Brother is watching you ! 1984, c'est aujourd'hui, et c'est nous !*

**C.S.**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

# Adieu Bob!

## Siné

n'est plus là et ça devait arriver. Comme tant d'autres, on l'a bien connu.

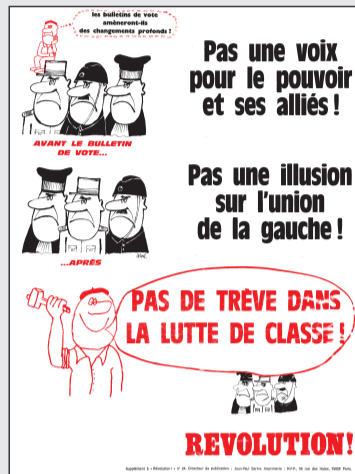
Sa grande gueule était présente dans tous les combats : en Mai 68, contre la dette, contre le fascisme, le racisme, le colonialisme, pour les réfugiés, les grévistes.... Bref, partout où il fallait être. Avec son dessin radical, Bob était toujours là. Alors pas de larme, on continue, chacun à notre façon. Et ça suffit comme ci!

Alain Krivine

### L'ENRAGÉ



Ci-dessus: ouverture de l'Enragé n°1, deuxième trimestre 1968.  
Ci-contre: dessin réalisé pour la LCR.



À droite: affiche de l'organisation politique Révolution!, février 1973, et affiche pour la campagne (ça suffit comme ci), juillet 1989.



Ci-dessus: couverture de Rouge n°1500, 18 juin 1992.

### L'image de la semaine



Compilation de dessins réalisée par l'association RaDAR

## Vu ailleurs

MONDE diplomatique

### FIN D'UNE ÉPOQUE?

En France, l'opposition à la réforme du code du travail et l'occupation des places par le mouvement Nuit debout ont convergé dans le refus d'une vision étriquée de la politique: évanouissement des espérances collectives dans le trou noir électoral, aménagement à la marge de l'ordre social. Assiste-t-on à la fin d'un cycle marqué par des revendications toujours plus limitées et jamais satisfaites? Demander peu et attendre beaucoup: dix-huit ans après la création de l'association Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac), en juin 1998, le prélèvement de 0,01% à 0,1% sur les transactions financières inspiré par l'économiste James Tobin pour «jeter du sable dans les rouages» des marchés tarde à voir le jour. La forme édulcorée que négocient sans enthousiasme les cénacles européens rapporterait une fraction du montant (plus de 100 milliards d'euros) initialement escompté. Mais, au fait, pourquoi avoir tant bataillé pour l'introduction d'une si légère friction dans la mécanique spéculative? [...] Cette prudence revendicative reflète l'état d'esprit d'une époque où le crédit d'une organisation militante auprès d'un public urbain et cultivé se mesurait à sa modération. [...] Assiste-t-on à l'achèvement de ce cycle? La germination de mouvements observée sur plusieurs continents depuis le début des années 2010 a fait émerger un courant, minoritaire mais influent, las de ne demander que des miettes et de ne récolter que du vent. [...] La convergence tant désirée entre classes moyennes cultivées, monde ouvrier établi et précaires des quartiers relégués ne s'opérera pas autour des partis sociaux-démocrates expirants, mais autour de formations qui se doteront d'un projet politique capable de faire briller à nouveau le «soleil de l'avenir». La modération a perdu ses vertus stratégiques. Être raisonnable, rationnel, c'est être radical.

«Contester sans modération», Pierre Rimbart, Le Monde diplomatique, mai 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org